

LA CONSTRUCTION
D'UN NOUVEL AVION DE LIGNEDassault et la SNIAS
devront s'entendre
avec DouglasLIRE, PAGE 16, L'ARTICLE DE
J. ISNARD.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Liban, 1 L.L. ; Israël, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ;
Canada, 5 A. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 16 dr. ;
Irlande, 45 rs. ; Italie, 300 L. ; Japon, 100 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ;
Soudan, 100 S. ; Thaïlande, 10 B. ; Turquie, 10 L. ;
Yugoslavie, 10 D. ;
Tarif des abonnements page 65, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4397-23 Paris
Tél. Paris 65 65 72
Tél. 246-72-23

LES COMMUNISTES ET LE POUVOIR EN EUROPE DU SUD

TROIS LIGNES

Trois partis communistes de l'Europe du Sud se trouvent dans le même jour au centre du débat politique. Il n'y a pas dans cet événement une simple coïncidence de date ; ni bien sûr une simple question de « personnalités », encore que celles de MM. Berlinguer, Carrillo et Ciriaco De Mita soient fortement marquées pour avoir joué leur rôle. En réalité, à travers ces trois exemples contradictoires, une même question se trouve bien posée : la participation des communistes à une démocratie libérale — ou « bourgeoise » — intégrée au « monde libre ».

A Lisbonne, le P.C. paie aujourd'hui au prix fort ses « raideurs » idéologiques d'acier et pousse à M. Soares de servir, sans réserve, une « revanche » longtemps attendue. Si les communistes se sont abstenus de déposer une motion de censure, c'est naturellement parce que M. Alvarez Cunhal, avec ses quarante députés, n'a plus les moyens de gêner un gouvernement qui dispose de l'appui au moins tacite des trois principales formations. Il s'agit maintenant pour eux de définir une tactique en s'interrogeant sur l'opportunité d'une nouvelle « ligne ».

La tâche est d'autant moins facile que les objectifs prioritaires sont, pour le P.C.P., contradictoires : éviter d'être débordé, à gauche, par les partisans du commandant de Carvalhal encore sensibles au lyrisme révolutionnaire et prompts à dénoncer toute « trahison » du P.C. ; éviter en revanche de s'enfermer dans le ghetto d'une opposition interne grandissante, mais, conséquence fatale à une spectaculaire remontée de la droite. Le « virage » sera difficile à négocier, notamment auprès de vieux militants.

C'est un virage beaucoup plus spectaculaire qu'il n'y a eu depuis longtemps, mais officiellement seulement maintenant, les communistes italiens en acceptant de soutenir — tacitement, — au nom du « compromis historique », un gouvernement démocratique chrétien qui avait besoin de leur abstention pour passer le cap de l'investiture. Fort de ses succès électoraux, appuyé sur de nombreuses équipes municipales ou régionales, M. Berlinguer, qui mise sur un renouvellement inexorable de la classe politique italienne, va ainsi à la limite extrême des concessions que peut consentir un parti communiste sans renoncer pour autant à l'essentiel des grands principes : Champion et d'une certaine manière « inventeur » de cet « eurocommunisme » indépendant de Moscou, qui s'est manifesté spectaculairement le 29 juin dernier à Berlin-Est le P.C.I. incarne aujourd'hui, mieux qu'aucun autre le vieux espoir d'un « socialisme dans la liberté » et d'un « socialisme dans la démocratie ».

En Espagne, alors que, huit mois après la mort de Franco, s'attendent peu à peu les passions nées de la guerre civile, le retour officiel des communistes sur la scène politique n'est plus qu'une question de temps. Mais si le chemin parcouru en ce sens par les héritiers du franquisme est considérable, celui fait par le P.C. espagnol ne l'est pas moins. Conscient des transformations de la société espagnole, et notamment de l'émigration d'une importante classe moyenne, M. Santiago Carrillo défend une « ligne » qui peut conduire demain son parti encore plus loin que celui de M. Berlinguer sur le chemin de la démocratie « acceptée ».

Ainsi, l'Europe du Sud en témoigne, l'évolution « libérale » des P.C. est d'autant plus rapide — et inéluctable pour eux — que les sociétés sont moins archaïques et moins hiérarchisées. A ce sujet, les socialistes-démocrates nordiques n'ont pas tout à fait tort, étant notamment la France, de répéter que le conservatisme des classes bourgeoises aggrave les risques de « totalitarisme ». Deux questions restent néanmoins posées : Quelle est, à Rome, à Madrid et à Lisbonne, la part de la tactique électorale ? Un parti communiste peut-il durablement faire à la fois référence à la démocratie et au marxisme ?

- Espagne : vers la légalisation du parti ?
- Portugal : M. Cunhal renonce à la motion de censure
- Italie : le P.C.I. laisse investir M. Andreotti

En Espagne, au Portugal et en Italie, l'actualité politique met en question la place et le rôle des partis communistes.

● A MADRID, le principe de la légalisation du P.C. paraît acquis si l'on en croit M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), qui, mardi 10 août, s'est entretenu pendant trois heures avec le premier ministre, M. Suarez. Cet entretien, a déclaré M. Gonzalez, a permis de dégager une « identité de vues », à savoir l'instauration d'un régime véritablement démocratique en Espagne, avec la participation de tous les partis politiques, communistes compris.

● A LISBONNE, le parti de M. Cunhal a finalement renoncé à présenter une motion de censure

contre le programme du gouvernement socialiste de M. Mario Soares, qui a été approuvé par l'Assemblée de la République. L'équipe de M. Soares constitue ainsi le premier gouvernement constitutionnel du Portugal depuis la révolution du 25 avril 1974.

● A ROME, enfin, le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti a reçu, le 11 août, l'investiture de la Chambre des députés : 205 ont voté en sa faveur, 303 se sont abstenus, parmi lesquels les 277 communistes, et 44 ont voté contre.

(Lire nos Informations page 3.)

Le chef du gouvernement de Madrid
rencontre des leaders socialistes

De notre correspondant

Madrid. — Dans une maison particulière, le 10 août, un dîner a réuni le président du gouvernement, M. Adolfo Suarez et M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) qu'accompagnaient deux membres de la commission exécutive du parti, MM. Luis Yanes et Enrique Mugica.

Un communiqué publié mercredi après-midi par la commission exécutive du P.S.O.E. indique que la rencontre Suarez-Gonzalez « s'est tenue dans le cadre des relations du pouvoir avec l'opposition, à titre de dialogue préalable à un possible processus de négociations, qui puisse conduire à une pleine démocratie en Espagne ». Le communiqué ajoute que : « Au cours des conversations, qui durèrent plus de trois heures, furent traités amplement les problèmes relatifs à la situation politique et économique, à l'objectif de la coopération pour le P.S.O.E. consiste en des élections libres au suffrage universel pour un Parlement de caractère constituant et les méthodes pour les mener à bien ».

L'entretien Suarez - Gonzalez

s'inscrivait dans la ligne des contacts que le président du gouvernement prend avec divers membres de l'opposition démocratique. D'après certaines sources proches du P.S.O.E., l'entretien peut être qualifié de cordiale, et il y a identité de vues sur la nécessité de parvenir à la pleine démocratie. La divergence porte sur les méthodes. Le président croit que le processus peut être réalisé à partir de la légalité en vigueur. M. Gonzalez croit, au contraire, qu'une nouvelle légalité est nécessaire, et qu'il faut supprimer les institutions qui empêchent le processus démocratique. Le dirigeant du P.S.O.E. a insisté au cours de l'entretien, sur la nécessité de légaliser le parti communiste et de dissoudre les Cortes actuelles. « Nous avons pu, nous a déclaré l'un des personnes présentes au dîner, nous rendre compte de l'importance de la mise en place d'un régime véritablement démocratique. Mais cette bonne volonté doit être démentie par des faits ».

Après l'entretien, M. Gonzalez a déclaré à la presse que le P.S.O.E. ne se désolait pas de la situation actuelle, mais qu'il était prêt à discuter de la situation actuelle. Le dirigeant du P.S.O.E. a déclaré à la presse que le P.S.O.E. ne se désolait pas de la situation actuelle, mais qu'il était prêt à discuter de la situation actuelle. Le dirigeant du P.S.O.E. a déclaré à la presse que le P.S.O.E. ne se désolait pas de la situation actuelle, mais qu'il était prêt à discuter de la situation actuelle.

J.-A. N.

L'ex-général
Spinola
a été libéré

Lisbonne (A.F.P.). — Avant le discours de clôture de M. Soares, les leaders des différents groupes parlementaires se sont réunis à la tribune. Alors que les deux partis centristes, le Parti populaire démocratique (P.P.D.) et le Centre démocratique et social (C.D.S.) adoptaient dans leurs interventions un ton assez « modéré » et apportaient un appui à peine déguisé au gouvernement, le parti communiste et l'Union démocratique populaire (U.D.P., extrême gauche) ont pris, de leur côté, des positions franchement hostiles au programme de gouvernement.

M. Alvarez Cunhal, secrétaire général du P.C., a prononcé un discours très sévère à l'égard du gouvernement qui, selon lui, ne correspond pas, « par sa composition et son programme, aux exigences de la situation actuelle ». Il a toutefois ajouté que son parti ne ferait pas « d'opposition systématique ».

Après avoir, M. Barreiros, l'unique député de l'U.D.P., s'était vu rappeler à l'ordre et retiré la parole par le président de l'Assemblée, qui jugeait hors de propos son intervention. Le député de l'U.D.P. avait consacré l'essentiel de son discours à la lutte contre le fascisme et l'offensive de droite.

(Lire la suite page 3.)

Les émeutes près du Cap
ont fait trente-trois morts

Depuis le début des émeutes de Soweto, le 16 juin, l'agitation qui a gagné la plupart des quartiers noirs des zones urbaines d'Afrique du Sud prend un caractère presque insurrectionnel. Après la banlieue de Johannesburg, c'est celle du Cap qui s'est embrasée mercredi, trente-trois morts étaient dénombrés jeudi en fin de matinée. Outre les deux provinces du Transvaal et du Cap, le Natal, les foyers autonomes bantous (ou bantoustans) du KwaZulu, du Transkei et du Bophuthatswana sont le théâtre de violentes émeutes où les revendications des manifestants portent de plus en plus sur un changement radical des conditions de vie de la communauté noire.

Plus de deux cents personnes ont trouvé la mort depuis le début des désordres en Afrique du Sud.

Correspondance

Johannesburg. — L'Afrique du Sud a connu mercredi 11 août sa journée la plus meurtrière depuis les émeutes sanglantes de juin. Après Soweto et Alexandra, cités noires de la banlieue de Johannesburg, la révolte lyonnienne a gagné, en effet, la région du Cap, où des affrontements violents avec la police ont fait trente-trois morts et plus de cinquante blessés graves.

C'est à Langa, la principale cité africaine de la péninsule du Cap, qu'ont, semble-t-il, commencé les manifestations. Très tôt dans la matinée de mercredi, les lycéens et écoliers se sont rassemblés à leurs établissements ; mais, au lieu d'aller dans les salles de classe, ils se sont dirigés vers les terrains de jeux, où ils ont tenu un meeting. Après avoir dénoncé le « système d'éducation bantou » imposé aux Noirs, ils ont décidé d'organiser une « marche de la dignité » à travers la ville. Grossissant à chaque école, le cortège rassemblait plusieurs milliers de manifestants vers 11 heures du matin.

Les brigades anti-émeutes arrivées sur les lieux peu après l'heure de midi ont tenté de disperser les manifestants par les manifestations de police menacées par les manifestants. La situation devint particulièrement tendue lorsque un policier tira sur les manifestants en s'adressant à eux dans une langue africaine. Contrairement à l'attente des policiers, les lycéens, et les adultes qui les avaient rejoints, se firent alors plus menaçants. La foule ne se dispersa pas après sommation, la police lança des gaz lacrymogènes et lâcha des chiens. Plusieurs manifestants furent alors gravement blessés.

Pendant ce temps, les lycéens et écoliers de Nyanga et Guguletu, deux autres « townships » de la banlieue du Cap, entraient en action, s'attaquant principalement aux « beer halls » (sorte de bar en plein air où les Africains

peuvent boire de la bière). Ils s'éparpillèrent dans la ville, lapidaient des magasins et des voitures, et tentaient d'incendier des bâtiments publics. A plusieurs reprises, la police a échoué à arrêter l'émeute. Les manifestants, à peine dispersés, se regroupaient dans d'autres quartiers de la ville.

Tard dans la nuit, on pouvait voir des flammes s'élever au-dessus des « townships ». Des voitures de pompiers faisaient un va-et-vient incessant entre les différents cités africaines, tentant de circonvenir les incendies allumés par les manifestants dans des écoles, des bureaux de poste et une bibliothèque. Aux sirènes des pompiers s'ajoutaient celles des ambulances transportant les blessés vers les hôpitaux réservés aux Noirs.

La police a ouvert le feu dans la soirée et des véhicules blindés de tir d'armes automatiques. Vers 23 heures, on pouvait entendre du Cap le bruit d'une forte explosion provenant d'une conduite de gaz. Le calme relatif avait été rétabli peu avant l'aube.

Le Cap n'a pas été, mercredi, la seule région touchée par les révoltes. Dans une douzaine de cités noires du Transvaal, des jeunes gens chantaient parfois des hymnes et levait le poing, au nom du « black power », ont détruit des véhicules et tenté d'allumer plusieurs incendies.

Au Transvaal, la police a procédé à soixante-seize arrestations après une manifestation lycéenne à Kagiso, près de Krugersdorp. A Robson, près de Rustenburg, à 140 kilomètres au nord de Johannesburg, des lycéens qui présentaient leurs revendications à leur professeur se sont entendus être par l'inspecteur qu'il fallait les mettre par écrit et être deux représentants pour les déposer.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire la suite page 2.)

Les grandes vacances du troisième âge

Quarante ans après le Front populaire et l'instauration des congés payés, les Français ne partent toujours pas en vacances, malgré le développement du tourisme social. Au premier rang de « ceux qui restent », il y a, bien sûr, les vieux. Seuls deux millions d'entre eux environ — le cinquième des retraités et des personnes âgées inactives —

ont les moyens physiques et matériels d'effectuer chaque année un voyage ou un séjour de villégiature. La retraite n'est-elle pas pourtant, par définition, le temps du loisir ? Les faits démentent souvent que nos aînés aient acquis, eux aussi, le droit aux vacances, même si les formules se multiplient pour adapter ce phénomène massif au « troisième âge ».

I. — Huit millions de laissés-pour-compte

par JEAN BENOIT

Du fond de son « rez-de-chaussée avec cour », rue Jeanne-d'Arc à Lille — ce pourrait être ailleurs, dans une autre maison froide à deux ou trois étages localisés, ou dans un de ces minuscules pavillons qu'habitent tant de retraités, en province ou dans la banlieue parisienne. — Mlle G., soixante-cinq ans, ancienne institutrice, accablée par les menus, comme une vieille souris fatiguée, pour ouvrir sa boîte aux lettres.

Enfin du courrier ! Il y en a un gros paquet. Quitte à se gâter d'électricité, journaux publicitaires, dépliants d'une compagnie d'assurances, tracts des Saints du dernier jour, prospectus d'une entreprise de surveillance : « Vives tranquilles grâce à notre système d'alarme brevété ». Ou d'une banque : « Votre argent nous intéresse ». Ou d'un organisme à vocation sociale : « Soutenez, profitez de votre retraite ». En engraisant, bien sûr, les trusts pharmaceutiques ou alimentaires, les caisses de crédit et de crédit, les mouroirs dorés, les agences de voyages. Dans toute cette papeterie, pas une carte postale, pas une lettre bariolée, celle du percepteur, qui choisit toujours l'été pour réclamer un arriéré. « Mes meilleures amies sont mortes, se souvient Mlle G. Quant à mes neveux, mes nièces, ils ne m'ont pas écrit depuis la première fois 50 % en 1974 pour les départs de plus de quatre journées. Mais cette progression souligne d'autant plus la solitude de ceux qui restent chez eux, exclus, sinon relégués. D'autre part, elle a privilégié les grandes concentrations estivales — dans

Exclus, sinon relégués

Depuis la loi du 20 juin 1956, qui fit d'abord naître timidement puis déferla le grand mouvement des congés payés, les loisirs populaires n'ont cessé de se développer, les tantôt aux organisations de jeunesse et d'enseignement, au syndicalisme ouvrier, à la mouvance familiale chrétienne, tantôt aux associations sportives et aux entreprises, puis tournées de plus en plus vers une activité lucrative de grande consommation. Ces dernières années, le nombre des Français en vacances a augmenté considérablement, dépassant la première fois 50 % en 1974 pour les départs de plus de quatre journées. Mais cette progression souligne d'autant plus la solitude de ceux qui restent chez eux, exclus, sinon relégués. D'autre part, elle a privilégié les grandes concentrations estivales — dans

l'espace et dans le temps, — et l'on observe la montée constante du camping-caravaning, bien que le réseau d'accueil offre à peine un million et demi de places pour plus de six millions de campeurs. Qu'aurait fait les vieux dans cette galère ?

On est surpris, à vrai dire, de l'absence totale d'intérêt manifesté pour cette catégorie de la population par ceux qui, ayant profité du travail et des loyers de leurs aînés, ont eu le pouvoir de voter les lois relatives aux loisirs. La journée de huit heures en 1919, la généralisation des quinze jours de congés payés sous le gouvernement Léon Blum (avec Léo Lagrange au ministère des loisirs), puis des trois semaines vingt ans plus tard, en 1936, et des quatre semaines en 1956 : toutes ces mesures, résumant un demi-siècle de conquêtes sociales, n'ont concerné que les personnes actives, tandis qu'apparaissait dès le début du siècle, et non sans arrière-pensées productivistes ou militaristes, le souci d'organiser les loisirs des jeunes.

Tout s'est passé comme si les vieux, une fois assurés du droit à la retraite — fut-elle misérable, — devaient se trouver confusés dans ce temps du loisir définitif que l'on utilise, dans les derniers hospices, à se chauffer au soleil ou à « taper le carton ». Les activités de loisirs du troisième âge se trouvaient ainsi associées négativement à l'ennui, à la vacuité ou à l'attente de quelque chose, comme dans les pièces de Tchekhov et de Tourgueniev.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR SAGESSE

La Rhodésie, qui fait des raids en Mozambique, l'Afrique du Sud, qui goûte les délices de l'apartheid, l'Ouganda, où les étudiants yugoslaves du plomb dans la tête à l'université, la Soudan, où le dialogue politique se tient sur les poteaux d'exécution, la frontière gréco-turque, où la température monte : voilà des régions du globe où l'atome crochu aura une certaine signification quand

tous ces pays seront dotés de centrales nucléaires vendues au détail. Il faudrait laisser l'atome aux nations sages, comme ces deux grandes puissances que sont les Etats-Unis et l'U.R.S.S., qui nous ont déjà montré, au Vietnam, au Chili, à Saint-Domingue, à Prague, à Budapest et ailleurs, qu'elles savent se passer de l'armement nucléaire.

BERNARD CHAUPUIS.

UN FESTIVAL MACÉDONIEN

L'été d'Ohrid

L'Enfant Jésus sur les genoux de sa mère, entouré des apôtres, les grands saints orthodoxes slaves aux visages allongés, à la barbe blanche, l'Evangile dans la main gauche, et parmi eux, on ne sait comment et pourquoi, disent les historiens, six papes romains en habits sacerdotaux regardant d'un air débonnaire un nombreux public d'hommes et de femmes, les uns vêtus avec élégance, les autres en blue jeans, pulls, chemises aux manches retroussées. Ce sont les fidèles de la musique sainte d'un concert de l'église Sainte-Sophie, l'une des plus anciennes et des plus vastes d'Ohrid. Au pied de la chaire, vers laquelle monte un escalier en marbre gris, la violoniste soviétique Mikail Veiman exécute des œuvres de Vivaldi, Bach, Prokofiev, Dvorak, Tchaïkovski.

Au même endroit, les jours suivants, le public aura l'occasion d'entendre la violoncelliste française André Navarra, le pianiste anglais John Ogdon, la guitariste brésilienne Maria Sao Marcos, les chœurs de l'académie de musique d'Helsinki, les quatuor à cordes de Copenhague...

A une centaine de mètres de cette cité, surmontant la colline sur laquelle sont éparpillées les maisons de la vieille ville, les balcons et terrasses surplombant les rues étroites et enluminées, une scène à ciel ouvert est réservée aux représentations des ensembles folkloriques. Les danses et les chants des artistes en riches costumes nationaux de toute la Yougoslavie suscitent des tonnerres d'applaudissements. La salle affiche constamment complet.

Enfin, tout au sommet de la colline, d'où le regard aperçoit le paysage féérique du lac d'Ohrid, les remparts d'une citadelle des dixième et onzième siècles accueillent des troupes théâtrales dans un cadre idéal pour les représentations du théâtre antique ou national yougoslave. Ce sont les trois principales scènes de l'été d'Ohrid, l'une des plus intéressantes manifestations de la culture internationale, organisée chaque année en Yougoslavie du 12 juillet au 20 août.

PAUL YANKOVITCH.

(Lire la suite page 11.)

AFRIQUE

Mozambique

La révolution face au pouvoir blanc

IV. — Guerre larvée avec Salisbury

Le Front de libération du Mozambique (Frelimo) applique avec fermeté une politique radicale et met en œuvre une révolution paysanne qui présente des points communs avec l'expérience chinoise. Toutefois, le départ massif des Portugais, le manque de cadres et les illusions de la population sur la prospérité qui devait suivre l'indépendance ont gravement affecté la production et jeté le pays dans une crise économique dont il n'entend sortir en faisant table rase du système hérité de la colonisation (« le Monde » des 10, 11 et 12 août).

Maputo. — Quand Salisbury eut proclamé unilatéralement l'indépendance, en 1975, les troupes rhodésiennes commencèrent à intervenir dans le nord du Mozambique aux côtés de l'armée portugaise. Le Frelimo est donc depuis dix ans virtuellement en guerre avec le régime de M. Smith, auquel l'opposent de plus en plus souvent des accrochages meurtriers à la frontière. Il pouvait difficilement, au mépris de ses propres options et des résolutions des instances internationales, continuer à autoriser l'Etat voisin et ennemi à exporter 80 % de ses marchandises par le port mozambicain de Beira. Le 3 mars dernier, le Frelimo a senti assez fort pour décider la fermeture de la frontière rhodésienne, donc l'arrêt de tout trafic, tout en confinant les biens rhodésiens au Mozambique.

À la tribune des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères, M. Joaquim Chissano, a évalué le préjudice annuel subi par son pays à 22 millions de dollars. La mission de l'ONU qui s'est rendue au Mozambique en avril aurait chiffré à 100 millions de dollars les seules conséquences directes de la fermeture de la frontière : pertes sur le trafic des marchandises, le tourisme et les salaires des travailleurs mozambicains en Rhodésie. Il convient d'y ajouter le coût des travaux que le Mozambique va être obligé d'entreprendre pour construire des voies de communication évitant la Rhodésie et les investissements nécessaires pour fournir un travail à ceux que la rupture avec Salisbury a réduits au chômage. Maputo sait fort bien que la communauté internationale ne le dédommagera que partiellement du préjudice qu'il subit. La fermeture de la frontière porte un coup d'autant plus à l'économie mozambicaine qu'elle a entraîné, d'abord, un lien de passage vers la mer pour la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

Les liens avec Pretoria

En 1973, Pretoria, prenant la place de Lisbonne, est devenue le premier partenaire économique du Mozambique. Malgré la limitation draconienne des importations, la chute des exportations, la baisse de moitié du trafic du port de Maputo, assuré à 80 % par l'Afrique du Sud, l'économie mozambicaine reste très dépendante de son voisin austral. Soixante pour cent des salaires des cent cinquante mille ouvriers mozambicains qui travaillent dans les mines sud-africaines sont versés directement au Trésor de

De notre envoyé spécial
RENÉ LEFORT

Maputo sous forme d'un complément, au prix officiel de 42 dollars l'once, mais revendu ensuite sur le marché libre. Que l'Afrique du Sud renvoie ces travailleurs étrangers, et le Mozambique perd sa première source de devises.

Nombre d'observateurs croient que Pretoria attend l'effondrement de l'économie mozambicaine pour porter ainsi le coup de grâce au Frelimo. Pour sa part, le président Samora Machel nous a dit : « Pour le moment, l'Afrique du Sud a autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle. Ce ne sont pas nos relations avec Pretoria qui m'empêchent de dormir. » Tant que ses ports seront ouverts et qu'elle aura besoin de l'électricité du barrage de Cahora-Bassa et de la main-d'œuvre mozambicaine (qui lui permet de maintenir des bas salaires dans ses mines), l'Afrique du Sud aura en effet intérêt à préserver ses relations avec le nouvel Etat voisin.

Le Frelimo ne se méprend pas sur la solidité de ces liens. La révolution qu'il mène à l'égard des centres vitaux sud-africains le désigne comme l'ennemi principal du « pouvoir blanc » en Afrique australe. En outre, son attitude dans le conflit rhodésien exacerbe l'hostilité non seulement de Salisbury mais aussi de Pretoria.

La menace rhodésienne

Les bases et les camps d'entraînement de l'United People Army, qui se propose de libérer les Noirs rhodésiens du régime minoritaire, sont disséminés le long des centaines de kilomètres de frontières communes à l'ancienne colonie britannique et au Mozambique. Loin des regards indiscrets, ce qui reste des forces armées du Zimbabwe African People's Union et du Zimbabwe African National Union après des années d'une guerre fratricide pense ses blessures et cherche à reconstruire l'unité du mouvement, dans la fraternité des combattants, pour porter la guerre au cœur du Zimbabwe (nom que les nationalistes donnent à la Rhodésie).

Cette armée compte dix-huit dirigeants, dont les noms n'ont pas été révélés. Les chefs historiques du nationalisme rhodésien, l'évêque Muzorewa, le révérend Sithole, M. Chikorema, ne sont pas même autorisés à se rendre dans les camps « ils ne représentent qu'un danger », assure M. Samora Machel après le « sommet » de Lusaka, où le Mozambique et le Zimbabwe ont décidé de la lutte armée restait la seule voie pour libérer la Rhodésie. « Le sang purifie la ligne révolutionnaire », ajoutait le président mozambicain, qui appliquait au pays voisin la leçon apprise dans le sien, n'hésite pas à dire : « Plus la lutte armée durera, mieux cela vaudra. »

L'armée rhodésienne vient de se révéler officiellement, pour un raid qui a fait trois cent quarante morts, le 10 août, à un « droit de suite » qu'elle exerçait déjà dans les régions frontalières. Chaque jour, des hommes pénètrent clandestinement dans le pays voisin, et Salisbury dénonce de son côté des « raids » de soldats mozambicains. Déjà, pendant l'automne de 1975, une centaine de petits engins camouflés dans d'innocents styles à bille ont explosé ou ont été désamorçés à Maputo. Les avions militaires de l'armée portugaise sont regroupés et entraînés dans les pays voisins. Le Frelimo maintient donc le pays sur le pied de guerre.

Un « non-alignement » actif

Pour atténuer la menace directe des régimes racistes, le Mozambique veut, à tout prix, établir les meilleures relations possibles avec ses voisins du Nord. Le président Nyerere de Tanzanie, ami de toujours, a été reçu triomphalement à Maputo, tout comme le président Kaunda, en dépit des liens de la Zambie avec la République sud-africaine. Le Frelimo est en effet convaincu qu'il ne faut pas aggraver les difficultés du chef de l'Etat zambien, car sa chute provoquerait, à Lusaka, un coup de barre à droite, et accentuerait l'isolement du Mozambique.

Maputo tient d'autre part à garder d'aussi bonnes relations avec le bloc socialiste qu'avec la Chine populaire. Des techniciens chinois, mais aussi nord-coréens, est-allemands, bulgares, sont arrivés récemment au Mozambique. Le nouvel Etat veut diversifier ses partenaires économiques, et ne rejette donc pas, a priori, une coopération avec les puissances occidentales, y compris celle qui s'était le plus compromise avec le colonialisme portugais. Sa politique étrangère s'inspire d'un « non-alignement actif » qui doit permettre de liquider l'héritage du colonialisme portugais, c'est-à-dire la dépendance à l'égard du marché occidental et sud-africain, tout en évitant de tomber dans l'orbite d'autres puissances.

La menace que le « néo-colonialisme économique » fait peser sur la révolution est jugée à Maputo plus insidieuse et plus grave que l'hypothèse d'une intervention militaire. Des délégations de sociétés étrangères, venues proposer des investissements miniers, ont été fermement éconduites. Les organisations internationales, habituées à être reçues comme le Messie des quêtes offertes une aide, se sont entendues à dire que le gouvernement devait d'abord mettre au point ses projets et ses programmes, sans aucune influence extérieure, et sans faire appel à leurs services au moment opportun. Le Frelimo ne veut pas que lui soient imposés, par des voies techniques ou financières, qu'il ne contrôlerait pas partiellement, des engagements qui allaient son indépendance. En privé, les dirigeants du mouvement ne trouvent pas de mots assez durs pour condamner les régimes du tiers-monde écorchés par une dette extérieure qui s'accroît d'année en année.

Pour le Frelimo, l'ennemi principal de la révolution n'est pas l'impérialisme, mais la « réaction interne » des éléments qui aspirent à former une « nouvelle bourgeoisie ». Le départ des Portugais ne peut que renforcer cette opinion, qui pour une unique ambition de prendre la place des anciens colons. Le danger est d'autant plus grand que la majorité de la population est dégoûtée de ses espoirs chimériques, perd ainsi son enthousiasme. La popularité du parti reste immense, mais rares sont ceux qui s'engagent résolument dans la révolution. Le mouvement doit, donc faire la preuve du bien fondé des solutions qu'il avance pour faire sortir le Mozambique de son sous-développement. Mais, si réussit, la révolution ne sera pas le début d'une ère de prospérité, mais d'une lutte permanente, et c'est la peur de payer pour gagner, et conserver, l'indépendance nationale.

FIN

Ethiopie

DEUX ANCIENS MEMBRES DU DERG SONT TUÉS DANS LE GODJAM

Addis-Abeba. — Deux officiers, condamnés à la mort par le Derg, ont été tués dans la province de Godjam, à l'annonce le 11 août la radio éthiopienne. Il s'agit de deux anciens membres du Derg (le conseil militaire provisoire), les lieutenants Bewket Kassa et Sileshi Beyene. Le commandant diffusé par la radio indique que les deux hommes avaient rejoint un « groupe de réactionnaires » dans cette province septentrionale du pays.

Le 10 juillet dernier, la radio avait déjà annoncé l'exécution de dix-neuf personnes, dont deux officiers, et quinze jours plus tard, celle d'un chef de bataillon, le lieutenant-colonel Bernhau Haile, et d'un « complice », le lieutenant Haile Mariam Hasan. Ces deux derniers avaient été accusés, selon l'*Ethiopian Herald*, d'être « des tentatives de rébellion contre le peuple ». Les premières exécutions du régime militaire ont eu lieu le 23 novembre 1974. Ce jour-là, les personnes exécutées étaient les plus connues : le général Michael Andom, premier président du Derg, et deux anciens premiers ministres : MM. Aklilu Haile Wolde et Endalkatchew Makonnen.

La liste des exécutions officiellement présentées comme telles, les « liquidations » d'adversaires du régime — désignés comme « réactionnaires » — se multiplient en Ethiopie. Il ne se passe guère de semaine désormais sans que la presse annonce que plusieurs dizaines de « hors la loi » ou « exploitateurs notoire » ont été tués ou capturés par les « milices populaires » dans telle ou telle province de l'ancien empire et notamment dans les provinces du Nord. Les premières promesses faites en 1974 par les militaires, d'une révolution sans effusion de sang, paraissent déjà bien lointaines.

Les mines de phosphates de Bou-Crua sont privées d'énergie électrique à la suite du plus important sabotage commis à ce jour contre des installations par les guérilleros du Front Polisario, écrit, mercredi 11 août, le journal espagnol *Eco de las Canarias*. — (A.F.P.)

Afrique du Sud

Les émeutes du Cap ont fait trente-trois morts

(Suite de la première page.)

Au lieu de revenir en cours, ils sont sortis de l'école et ont alors commencé à s'écarter des bâtiments. Les bantousiens (loyers autonomes bantous) n'ont pas été épargnés, et de jeunes collégiens ont tenté d'incendier le collège d'Umtata, capitale du Transkei, territoire qui devrait accéder à l'indépendance le 26 octobre prochain. Au Cap, des étudiants ont défilé dans les rues de la capitale en demandant « où est Mohapi », ancien responsable de la SASO (Organisation des étudiants noirs d'Afrique du Sud) qui selon les autorités ne serait suicidé la semaine dernière dans la prison où il était détenu, près de Port-Elizabeth. Enfin, au Bophuthatswana, des lycéens ont essayé d'incendier une école d'enseignants.

De leur côté, les étudiants noirs d'Afrique du Sud, et indiens de l'université de Durban, observent, depuis près d'une semaine, une « grève de soutien aux victimes de Soweto ». Les révoltes africaines auront fait depuis le 15 juin plus de deux cents morts et plus d'un millier de blessés. Alors qu'en juin l'utilisation de la violence avait été déconseillée par les dirigeants du mouvement, la contestation, cette fois, est globale et porte aussi bien sur l'enseignement bantou que sur la condition des Africains en général.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Madagascar

M. JUSTIN RAKOTONIRAINA EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Tananarive (A.F.P.). — M. Justin Rakotoniraina, ministre de l'Éducation nationale du précédent gouvernement malgache, a été nommé premier ministre jeudi 12 août, par le président Didier Ratsiraka, en remplacement du colonel Joël Rakotonirainy, tué le 30 juillet, dans un accident d'hélicoptère. La radio malgache qui annonce cette nomination a précisé que le nouveau gouvernement sera formé avant le 22 août.

Il s'agit d'un « coup de main » de la radio malgache qui annonce cette nomination a précisé que le nouveau gouvernement sera formé avant le 22 août. M. Justin Rakotoniraina a été nommé ministre de l'Éducation nationale du précédent gouvernement malgache, a été nommé premier ministre jeudi 12 août, par le président Didier Ratsiraka, en remplacement du colonel Joël Rakotonirainy, tué le 30 juillet, dans un accident d'hélicoptère. La radio malgache qui annonce cette nomination a précisé que le nouveau gouvernement sera formé avant le 22 août.

A travers le monde

Argentine

LE GÉNÉRAL ALEJANDRO LANUSSE, ancien président de la République argentine, a été libéré le mercredi 11 août, après avoir été mis cinq jours aux arrêts pour atteinte à la discipline militaire.

Chine

L'HÔPITAL DE LA CAPITALE, l'un des principaux hôpitaux de Pékin, a été presque complètement évacué en raison des risques de nouvelles secousses sismiques. Les malades et les blessés sont soignés sous des tentes. De construction ancienne, le bâtiment, qui a subi de sérieux dommages lors du séisme du 26 juillet, risquait, en effet, de s'effondrer en cas de nouvelles secousses de terre. — (A.F.P.)

Union soviétique

LE VICE-AMIRAL SOVIÉTIQUE VIATCHESLAV SIDOROV a catégoriquement démenti qu'une multitudes ait eu lieu, les 8 et 9 novembre 1975, à bord d'un navire de guerre soviétique entre Riga et Leningrad.

Zambie

M. KENNETH KAUNDA, président zambien, a accusé mercredi 11 août l'Afrique du Sud d'avoir attaqué samedi le village de Manabwa, situé près de la frontière. Selon M. Kaunda, il y aurait eu un mort du côté zambien, tandis que l'Afrique du Sud aurait essuyé de lourdes pertes. Un porte-parole militaire de Pretoria a confirmé l'accrochage, mais en rejetant la responsabilité sur la Zambie.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le président Sadate accuse la Syrie de s'être placée « dans le même camp qu'Israël »

Le Caire (A.F.P.). — Dans un message adressé mercredi 11 août, à l'Arabie Saoudite et au Koweït, le président Anwar El Sadate accuse la Syrie de « poursuivre ses efforts en vue de la liquidation de la résistance palestinienne », en violation de l'accord quadripartite conclu à Riyad, le 25 juin dernier, entre la Syrie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Le président égyptien dresse un constat d'échec de cette tentative de conciliation entre son pays et Damas. Selon les milieux diplomatiques arabes de la capitale égyptienne, la violence des attaques du chef d'État égyptien contre la Syrie constitue une véritable « dénonciation » de l'accord de Riyad.

Vider les résolutions de la Ligue arabe

Dans son message, le président Sadate déclare notamment : « Malgré tous les engagements auxquels le Baas syrien a souscrits dans le communiqué des chefs de gouvernement à Riyad, la Syrie poursuit la mise en application du plan suspect tendant

à nuire à la résistance palestinienne au Liban, à liquider son assistance et à priver son efficacité en faisant déborder toutes les occasions de cesser le feu, de mettre fin à l'effusion de sang, de rétablir le paix au Liban et de résoudre la question du front arabe face à l'ennemi. »

« Le Baas syrien, ajoute le président Sadate, poursuit toujours son action militaire contre les forces patriotes libanaises au profit des forces isolationnistes, tendant à l'effacement de son côté un blocus maritime pour empêcher l'approvisionnement des forces patriotes en produits chimiques et pharmaceutiques. La Syrie se place ainsi dans le même camp qu'Israël. »

« Le Baas syrien, conclut le président égyptien, tout en faisant mine de rechercher une solution à la crise libanaise, tente en fait de vider les résolutions de la Ligue arabe de leur contenu et d'imposer une solution arbitraire dans laquelle la volonté du Liban ne serait représentée que par les forces isolationnistes et le Baas libanais. Cette solution, qui est rejetée par le peuple libanais, a pour conséquence la prolongation de la lutte. »

A ANTENNE II

Beyrouth, ville assassinée...

Beyrouth, ville assassinée, un film de Jocelyn Saab commenté par la poétesse libanaise Ethel Adnan, était présenté mercredi soir, 11 août, à juste titre comme un document « exceptionnel » au Journal télévisé d'Antenne 2, dont il occupait la plus grande partie. Exceptionnel, non certes par les révélations qu'il eût pu apporter, mais par ce ton d'égale poignance qui donnait aux images d'une ville martyrisée l'aspect d'un commentaire visuel de Dante : « Il n'est pas de plus grande douleur que se souvenir des jours heureux dans la misère. »

Images souvent magnifiques dans leur surréalisme, et à propos desquelles Ethel Adnan était justement au passage le nom de Magritte. On n'oubliera pas les mannequins aux yeux froids et aux membres déliés dormant au milieu des gravats, la jambe humaine pourrissant sur la plage où des enfants se baignent et où le peuple libanais est en train de s'entre-tuer. Les phalanges sont nos frères, on a toujours vécu ensemble. « Et voici Raed, quinze ans au plus, dont seize mois de prison : « Plus tard on dira, « Raed s'est défendu sa patrie ». Ce n'est pas vrai. Nous tous, les progressistes avec les phalanges, nous avons détruit ce pays. Et chacun regrettera toute sa vie d'avoir tué un autre Libanais. Ce qui est pire maintenant, c'est que les Syriens nous bombardent aussi. Et eux ne bombardent pas les civils... » Sur tous les murs, l'ironie ne perdait pas ses droits, on lit : « Assad lion au Liban, lève sur le Golan » (Assad signifie lion en arabe).

Mais auprès de l'incompréhension bûle d'un vieil homme : « C'est incroyable, vous ne pouvez pas croire que Beyrouth en est arrivée à ce point là », quelle lucidité chez les deux adolescents du « camp palestinien progressiste » que Jocelyn Saab interroge. Le jeu de la mort et du hasard, trop longtemps joué, leur laisse un sourire las. « Je suis dégoûté de tout parce que le peuple libanais est en train de s'entre-tuer. Les phalanges sont nos frères, on a toujours vécu ensemble. » Et voici Raed, quinze ans au plus, dont seize mois de prison : « Plus tard on dira, « Raed s'est défendu sa patrie ». Ce n'est pas vrai. Nous tous, les progressistes avec les phalanges, nous avons détruit ce pays. Et chacun regrettera toute sa vie d'avoir tué un autre Libanais. Ce qui est pire maintenant, c'est que les Syriens nous bombardent aussi. Et eux ne bombardent pas les civils... » Sur tous les murs, l'ironie ne perdait pas ses droits, on lit : « Assad lion au Liban, lève sur le Golan » (Assad signifie lion en arabe).

De l'autre côté, on eût aimé entendre ce que disent de leur combat les anciens « de droite » en armes. Les vieux retors de la politique libanaise, l'Occident qui, comme l'assure le commentaire, « a sa responsabilité », les marchands d'armes et d'argent de l'époque ne retournent pas le jeu de la bête film d'un pays torturé semblait dire les vers de Molière : « M'avez-vous conduit, / Où m'avez-vous conduit, / Où m'avez-vous conduit, / Dans cet enfer du souvenir, / Où l'herbe pousse, / Où l'océan du Temps / Cherche à lécher ses bords... » P.-J. FRANCESCHINI.

LA MARINE ISRAËLIENNE INTERCEPTE TROIS NAVIRES ÉTRANGERS EN VINGT-QUATRE HEURES

Tel-Aviv (Reuter, A.F.P.). — Des vedettes de la marine israélienne ont intercepté deux navires libanais, le mercredi 11 août. Les autorités continuent de dire que les bâtiments étaient entrés dans les eaux territoriales de l'État juif.

L'un d'eux a été escorté à Haïfa, et l'autre à Michmoret, plus au sud. Des militaires israéliens sont montés à bord des deux

navires pour inspecter leur cargaison et interroger l'équipage. La ville, les canonnières israéliennes avaient arraisonné le cargo turc *Cafelozan*, qui venait du port de Tyr, contrôlé par les palestiniens progressistes. La fouille a révélé que ses cales étaient vides. Selon les Israéliens, les sept hommes de l'équipage seraient prochainement libérés.

Au total, six bâtiments se rendant ou revenant des ports libanais tenus par le gauche ont été interceptés ces dernières semaines par la marine israélienne, qui a confisqué des cargaisons d'armes et arrêté trois « suspects », dont deux ont été dégoûtés lors expulsés.

M. CHIRAC : des accusations « ridicules »

M. Jacques Chirac a qualifié mercredi 11 août, de « ridicules » les accusations formulées mardi par M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, selon lesquelles la France a vendu des canons aux chrétiens libanais.

Le premier ministre a rappelé, au cours d'une interview accordée à Europe 1, que M. Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, avait déjà indiqué que la France n'a effectué aucun transfert d'armes aux combattants du Liban.

Le Secours populaire français, qui apporte son aide humanitaire au Secours populaire libanais, par des envois d'antibiotiques, de médicaments, de vêtements, de vêtements, prépare une nouvelle expédition de secours le 20 août. Il invite à adresser des dons en nature ou en espèces, à ses permanences locales ou au comité national, 9, rue Froissard, 75 003 Paris, C.C.P. 65437 Paris.

سلامان المثل

DIPLOMATIE

LA RÉUNION DES PAYS NON ALIGNÉS A COLOMBO

Le document final de la conférence demandera que soit rompue la « fatalité de l'inégalité »

Les ministres des affaires étrangères des pays non alignés réunis à Colombo ont commencé, mercredi 11 août, à examiner un projet de déclaration politique, qui sera soumis lundi 16 août aux chefs d'Etat ou de gouvernement. Ce document rejette d'entrée de jeu « les notions d'un ordre international fondé sur

les blocs de puissances, d'équilibre du pouvoir et de sphères d'influence ». Il met en revanche l'accent sur l'« interdépendance » croissante du monde et demande que soit rompue la « fatalité de l'inégalité ». Le document appelle d'autre part la résolution de l'ONU assurant le système à une forme de racisme.

De notre envoyé spécial

Colombo. — Après deux jours de discussions et une séance solennelle de passation des pouvoirs, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés se sont réunis au travail. La présidence est désormais assurée pour trois ans — à moins de défaite électorale — par un parent du premier ministre ceylanais, M. Felix Bandula, ministre de la Justice, qui succède à M. Bouterfika, chef de la diplomatie algérienne. Dans son discours d'ouverture, d'un style très britannique, M. Bandula s'est énoncé très vigoureusement à l'« impérialisme » et au « colonialisme » — sous-entendu britannique et américain — et a salué chaleureusement les victoires révolutionnaires dans les trois pays indochinois.

Répartis en deux commissions, les ministres et les délégués étudient actuellement les deux projets qui leur ont été soumis, préparés par la réunion d'Alger, il y a quelques mois, et qui touchent l'un les questions politiques, et l'autre l'économie. Pour leur part, les ministres des pays arabes se sont réunis par deux fois mercredi 11 août, pour tenter d'adopter une déclaration commune. Au tout au moins coordonnée. Mais cela sera d'autant plus difficile que certains pays s'opposent violemment sur la question du Liban, d'une part, celle du Sahara occidental, d'autre part. Une résolution favorable à la thèse algérienne sur l'ancienne colonie espagnole pourrait entraîner le départ des Marocains.

Sur la question libano-palestinienne, l'imbroglio persiste. Le Liban est représenté par son ambassadeur à New-Delhi, mais il peut difficilement exercer son droit de veto à qui demanderait-il ses instructions à l'heure actuelle ? Quant aux Palestiniens, dont on a fort remarqué les longues embarras avec les délégués égyptiens et le souverain saoudien d'Aouda pas lieu. Seul, M. Sadate égyptien, attendi ici. Quant à la Syrie, elle pourrait voir son intervention au Liban contestée.

L'Irak, d'autre part, présente un projet de résolution définissant strictement la non-alignement, et qui aurait pour conséquence immédiate l'indépendance de la Roumanie, comme des Philippines et du Portugal. En effet, ce texte précise que « ne peuvent appartenir au mouvement des Etats libres et indépendants, ceux qui sont sous la coupe de puissances étrangères ou de groupes de caractère militaire, ainsi que les Etats qui acceptent des bases ou des forces militaires étrangères sur leur territoire ». Il ne peut donc être qu'un observateur ou invité.

Le Mozambique a, de son côté, demandé que l'immor-Orientale soit ajoutée à la liste des territoires auxquels l'autodétermination et l'indépendance doivent être reconnues. La France se trouve également sur la sellette. Le projet de déclaration politique qui sera sans aucun doute adopté demande l'indépendance de la Côte d'Ivoire française des Somalis représentée ici par deux observateurs, le Mouvement de libération de Djibouti et le Front de libération de la Côte des Somalis. Le texte « exige que la souveraineté sur l'Adouba soit restituée aux Comores. La vente de centrale, nucléaires à l'Afrique du Sud sera aussi condamnée.

L'issue ne fait guère de doute en ce qui concerne la condamnation du Chili — bien que l'Argentine, qui prend, semble-t-il, le même chemin, soit membre à part entière de la conférence, — de l'« impérialisme américain ».

(3) La minorité tamoule compte environ trois millions de personnes, groupées en majorité dans le nord et le nord-est du pays. Les manifestations de mercredi avaient pour but la libération de vingt-deux personnes emprisonnées sans jugement au cours des deux dernières années. (N. D. L. R.)

FAUSSE NOTE

L'article de notre envoyé spécial à Colombo paru dans notre précédent numéro (12 août) voyait une « fausse note » dans le fait que les organisateurs de la conférence avaient « déployé l'ancien drapeau de la République démocratique du Vietnam, rouge à une étoile d'or, au lieu du nouveau emblème de la République socialiste réunifiée, qui compte, lui, cinq étoiles à la fois, comme nous l'ont fait remarquer l'ambassadeur du Vietnam et plusieurs lecteurs, le drapeau de la République n'est pas une étoile d'or à cinq branches sur fond rouge. Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour cette « fausse note ».

d'Iraç, les félicitations aux trois vainqueurs indochinois, la neutralisation de l'Océan Indien la création d'une zone de paix et de neutralité en Asie du Sud-Est, bien qu'à ce propos la commission des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ne soit pas la même que celle de l'Organisation de l'Asie du Sud-Est (OAS). Les délégués discutent enfin du droit de la mer — en se basant sur un projet déposé par Sri-Lanka, — des sociétés

transnationales, à l'initiative de Cuba, et des problèmes d'information. L'opposition tamoule à Sri-Lanka a pour sa part tiré profit de la conférence pour faire connaître son point de vue (1). Des tracts ont été distribués aux délégués, tandis qu'un nord du pays un violent incident aurait fait un mort. Pour tenter de calmer la situation, le premier ministre, Mme Bandula, a reçu les représentants du mouvement des droits du peuple tamoul.

PATRICE DE BEER.

MÉDECINE

Mis à la retraite après sa radiation du corps des professeurs

M. ROBERT JUDET DEVRA QUITTER SES FONCTIONS HOSPITALIÈRES

Comme nous l'avons annoncé dans le Monde du 10 août, M. Robert Judet, qu'un décret du président de la République a radié du corps des professeurs en médecine, quittera, probablement le 14 octobre prochain, ses fonctions hospitalières à l'Assistance publique. Ce décret, qui est la conséquence normale des textes régissant le statut des chefs de service à temps partiel, ceux-ci prennent normalement leur retraite à cinquante-cinq ans, sans s'ils sont professeurs d'université, auquel cas la limite d'âge est reportée à soixante-huit ans.

M. Robert Judet, qui a soixante-six ans et est chef de service à temps partiel à la clinique chirurgicale orthopédique et traumatologique de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches, perdant son titre de professeur, sera donc mis à la retraite en octobre, en même temps que plusieurs autres médecins de l'A.P. ayant atteint la limite d'âge.

POLITIQUE

M. Marchais : le remaniement ministériel c'est blanc bonnet et bonnet blanc

Les dirigeants de la fédération de Paris du parti communiste voulaient organiser, mercredi 11 août au rond-point des Champs-Élysées, une rencontre entre M. Georges Marchais et les salariés du huitième arrondissement. Mme Schwartzbart, conseiller de Paris avait informé le 4 août de cette initiative la préfecture de police, qui lui avait immédiatement répondu qu'aucune manifestation de cette sorte n'est autorisée sur les Champs-Élysées, « car elle perturberait la circulation des véhicules et des piétons sur une voie particulièrement fréquentée par les Parisiens et les visiteurs étrangers ».

Dans un communiqué, la préfecture de police ajoute : « M. Georges Marchais a cru devoir se présenter en tant que candidat à la mairie de Paris, ce qui est contraire à la loi. Cette action illégale du parti communiste a entraîné la suppression de la police à détruire des effectifs importants de police de leur mission prioritaire, qui est la lutte contre la criminalité ».

Rafinés documents jusqu'à la place Chasseloup-Lyonnet, c'est devant l'église Saint-Philippe du Roule que M. Marchais et Henri Fiesbin, député de Paris, ont tenu leur meeting en présence de quelques dizaines de militants, auxquels sont venus rapidement s'ajouter de nombreux badauds. M. Georges Marchais a mis en cause l'action du « ministère de la police », tandis

que les manifestants scandaient : « Poulx, démission ! », « Liberté d'expression ! », « La police pour la sécurité, pas pour la répression ! ». Puis, le secrétaire général du parti communiste s'est appliqué à développer la politique de sa formation en expliquant qu'il n'est pas de ceux « qui font des promesses sans jamais les tenir ». « Nous n'avons pas l'habitude de venir dans ce quartier, en tout cas pas le secrétaire général du parti, à-t-il poursuivi, et en venant nous n'avons aucune intention d'arrestation ».

Après avoir dénoncé l'évolution du pouvoir vers un régime présidentiel, le secrétaire général a ajouté : « Nous sommes, pour notre part, guérissables de la démission du chef de la personnalité, mais cette épidémie a gagné les partis de la majorité. Quant au remaniement dont on nous parle, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Le problème n'est pas de changer d'équipe, c'est de changer de politique et de majorité. Il faut donner à la gauche la majorité dans ce pays ».

« Le problème de la majorité, c'est pour les dirigeants du parti communiste, la bourgeoisie française n'a pas de force de frappe. Aussi, pour canaliser le mécontentement, elle joue à faire croire à l'existence de certaines oppositions entre les partis qui la composent. En réalité, tous ces partis sont d'accord. L'U.D.R. est ralliée sans conditions aux partis de l'anti-France qui sont les ennemis des républicains indépendants ».

M. Marchais a ensuite répondu à plusieurs questions posées le plus souvent par des personnes favorables à la politique du parti communiste. À propos de la peine de mort, il a notamment déclaré : « Nous ne pouvons nous satisfaire d'une situation qui conduit les jeunes sur l'échafaud, alors qu'elle est insupportable de les conduire sur le podium des Jeux olympiques ».

RELIGION

Après la « suspense à divins » de Mgr Lefebvre

« QUAND LES DÉCISIONS SONT PRISES UN EVÊQUE DOIT SE SOUMETTRE », déclare l'évêque de Bayeux.

Réprimant le mercredi 11 août au micro de R.T.L., à propos du silence observé jusqu'à présent par le pape après sa déclaration à l'égard de Mgr Lefebvre, Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et président de la commission épiscopale pour l'opinion publique, a notamment déclaré ses dernières éditions datées 12 août :

« Si l'autorité supérieure, c'est-à-dire le pape, s'est décidée, non sans douleur, à prendre cette mesure disciplinaire, c'est en raison du scandale causé par les futilités par l'obstination d'un évêque à rejeter le concile œcuménique Vatican II et les réformes qui s'y rattachent, avec la prétention de s'ériger en juge suprême de la tradition et de la saine doctrine de la semence de discordes que, malgré de nombreux avertissements fraternels, le pape a persisté à répandre dans les diocèses de son pays. Voilà donc, le scandale qui explique le silence du pape ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions sont prises, une fois que le pape a parlé, un évêque, le premier, doit se soumettre ».

« On peut discuter, on peut ne pas être d'accord pendant les conciles, mais, une fois que les décisions

Le Monde

DES LIVRES

AU RENDEZ-VOUS DES « VIANISTES »

A Cerisy, la qualité Vian

On attendait avec curiosité ce colloque qui réunissait, du 23 juillet au 2 août, sous la direction de Noël Arnaud, de Henri Baudin et en présence d'Ursula Vian, près de quarante participants venus des horizons géographiques et sociaux les plus divers. Qui aurait cru, en effet, il y a une quinzaine d'années, que Boris Vian ferait l'objet d'une décennie entière d'exposés si sérieux, de lectures si plurielles, d'expériences si poussées ? A Cerisy, l'œuvre de Vian, énormément lue mais peu théorisée depuis dix ans, attendait la critique.

Ce fut un colloque presque comme les autres, avec les mêmes préoccupations, les mêmes débats, les mêmes mots à la mode, mais avec quelque chose de différent : la fantaisie, la gentillesse en plus, le terrorisme en moins. D'ambivalence fut la psychocritique, avec Alain Costes, suivi par André Jarry, Anne Clancier et d'autres, qui essaya, non sans succès, de donner le ton en proposant ses grilles d'interprétation.

Etait-ce l'époque ? Etait-ce l'œuvre étudiée ? Il apparut que la méthode, lorsqu'elle se nourrissait d'une solide pratique du texte et qu'elle évitait les généralisations dogmatiques, donnait d'excellents résultats. Cela ne fut pas, cependant l'avis de Michel Gauthier qui, refusant tout psychologisme et toute référence à la biographie, préconisa une approche structurale-généraliste, bien définie dans ses principes mais incertaine dans son fonctionnement. Sans réagir avec la même virulence, Claudette Orli-Boyer apporta une cohérente perspective sociologique au débat.

Entre Roussel et Robbe-Grillet

Ce fut ensuite au tour de Jean-Pierre Vidal de captiver l'auditoire en situant Vian, à propos de « L'Automne à Pékin », entre Roussel et Robbe-Grillet et en proposant un essai d'intertextualité généralisée où l'extrême subtilité de l'analyse n'écarterait pas — Dieu merci — le délire d'interprétation. D'autres exposés, comme celui de Jenny Botlay sur la chanson « Rock monsieur », et celui de Vital Gadbois, rattachèrent Vian à la stylistique contemporaine et à la linguistique. Entre-temps, il y eut une série de solides mais néan-

moins agréables interventions sur les différentes parties de l'œuvre de Vian. On put ainsi écouter avec plaisir Gérard Dorozzi, Jeanne-Marie Baudin, Emilian Corassus, Henri Bordillon, France Peterson, Guy Lafont, Gilbert Pestureau, Henri Baudin, pour ne nommer que ceux-là. Plusieurs jeunes étudiants firent un début prometteur : Alain Colame, Dominique Goossens, Michel Ma-jean et le groupe Szatanik.

L'ensemble fut d'un niveau élevé et maintint, dans une approche « discrète », une perspective vianienne plutôt que purement théorique. Ce n'en fut pas plus mal pour autant, mais il faudrait essayer de déterminer un jour ce qui, chez Vian et à propos de Vian, crée une certaine réticence, pour ne pas dire un blocage, de la théorie.

Deux autres problèmes, moins graves, attirèrent l'attention. Follait-il, pour parler de Vian, dire « vianisme » ou « vianien » ? Quelqu'un, ami de la psychocritique, proposa même « vianol ». Le débat ne fut pas tranché, mais l'on s'accorda pour ne pas tirer sur le « vianisme » et pour admettre le bien-fondé de quelque « vianolys ». Un autre débat fit rage sur ce qu'était un inédit, remanant par là en question la notion même d'auteur. Le journal ronçait « Cerisy-Vian » eût sa part dans cette controverse en publiant à la fois de faux et de vrais inédits de Vian. Ce journal, qui avait pris pour devise la phrase de Vian : « Trop grande est l'ignorance, insuffisante la confusion mentale », rendit compte tant bien que mal de la vie quotidienne du colloque et permit à une certaine activité scripturale (poèmes, jeux de mots, échos, ragots) de voir le jour. Il eut dix numéros et connut même — considération suprême — une vraie édition pirate.

Les activités nocturnes ou hors séances constituèrent une part non négligeable du colloque. Pour commémorer la pièce « L'Equarrissage pour tous » dont l'action se déroule dans la phrase de Vian : « Trop grande est l'ignorance, insuffisante la confusion mentale », rendit compte tant bien que mal de la vie quotidienne du colloque et permit à une certaine activité scripturale (poèmes, jeux de mots, échos, ragots) de voir le jour. Il eut dix numéros et connut même — considération suprême — une vraie édition pirate.

l'equarrissage. Plusieurs décidèrent séance tenante de devenir végétariens. Les participants furent ensuite conviés à un calva d'honneur par M. le maire de Crouy qui, fort sympathiquement, développa le thème « Normandie, terra d'accueil ».

Il y eut aussi deux excellentes soirées théâtrales avec représentation du « Dernier des métiers » et des « Bâtisseurs d'empire » par la troupe du Grenier de Cerisy, dirigée par Henri Baudin et plusieurs soirées musicales avec une Béatrice Moulin retrouvée, les « lieder » de Bill Ireland et les disques de Georges Unglik. Jean-Pierre Moulin composa même sur son piano-tail un curieux bréviaire fort apprécié par l'élément féminin : calva-Gin tonic. Une dernière soirée, animée par les régents Dominique Lacaze et Noël Arnaud, assura l'indispensable initiation à la pota-physique ; Lacaze y donna à méditer l'admirable remarque de Julien Torma : « Ils deviennent fous, mais ils restent cons ! »

Comme on le voit, ce ne fut tout de même pas un colloque comme les autres. Dans toutes les activités, dans les chansons comme dans les romans, dans les pièces comme dans les poèmes, quelque chose, non théorisable peut-être mais au goût évident et fort, transparaissait clairement, c'était la qualité Vian. Et la qualité Vian, aujourd'hui, c'est la qualité de la vie.

MICHEL RYBALKA.

Les débats seront publiés prochainement par Christian Bourgois, en deux volumes, 10/72.

Regards obliques sur Boris

Il est bien loin le temps où un critique conseillait aux gens de laisser Boris Vian dormir dans sa tombe. Malgré tout ce qu'on a pu écrire et faire autour de son nom,



★ D'après de Cagnat.

Vian ne sort pas de l'actualité ; les trois dernières mois, avec une convergence tout à fait remarquable de publications et d'activités, en sont une nouvelle preuve.

L'événement le plus important, outre le colloque de Cerisy, a sans doute été la parution du numéro spécial Boris Vian de A à Z, dirigé par Noël Arnaud, de la revue Obliques (1) (au titre si éminemment vianien). Dix ans après le fameux numéro de Bizarre, dont il vient d'ailleurs de paraître une troisième édition, revue et augmentée (2), Arnaud récidive, mais en présentant cette fois un Boris Vian scolarisé qui frappe par sa masse imposante et par sa diversité.

Il y a, en effet, de tout dans ce numéro : une bibliographie de Rameil, une discographie d'Unglik, une filmographie de Tercinet et Romer ; des inédits de marque et en particulier la série des journaux d'anticipation que Vian conçut vers 1952 et dont les titres sont à citer : *Il seie Paris*, *Combat d'outre-mer*, *Le Monde renversé*, *L'Homme animé*, *Franchise Démence*, *L'Horreur*, *Le Fagot*, *Paris-Presses-Papier*, etc. ; de très nombreuses illustrations, dont certaines, tirées des manuscrits de Vian, permettant même de mettre en œuvre de nouvelles interprétations ; on lira à ce sujet le remarquable article de Doris-Louise Hainault sur les graffiti de l'Écume des jours.

D'autre part, la revue remplissant par là sa fonction d'anthologie, reprend une série de textes critiques devenus introuvables, notamment ceux de G. Dorozzi et Ph. Gauthier sur *L'Automne à Pékin*, de J. Aboucaya sur *Herbe rouge*, d'Arnold Kubler, de Pierre Kast. Mais ce sont naturellement les textes critiques écrits spécialement pour *Obliques* qui attirent le plus à la connaissance de Vian. Le plus stimulant nous paraît être celui d'Alain Costes, qui est en passe de devenir le meilleur critique vianien actuel, mais on lira également avec intérêt les articles de H. Bordillon sur Vian et le phénomène Astérix, de J. Bens sur les lectures de Vian, de G. Pestureau sur l'influence anglo-saxonne, de P. Barasy sur la mythologie, de J. Boru, etc.

Au passé de ce numéro, on peut noter surtout une organisation trop lâche et arbitraire des matières présentées, un sommaire presque illisible et des illustrations trop réduites. L'ouvrage de Jacques Bens (3), qui fut un ami de Vian et dont on regrette l'absence à Cerisy, était

attendu depuis longtemps. L'auteur y entreprend de restituer un Boris Vian total, en s'attachant aux thèmes de l'œuvre plutôt qu'à la biographie. Chemin faisant, il démolit quelques idées reçues et fait d'utiles mises au point. L'étude vaut par ses nombreux aperçus, mais sa fixation des limites et l'absence de sa taine. Bens parle très bien de l'Écume des jours, mais se refuse à voir l'originalité des Vernon Sullivan, et donne une interprétation contestable de l'Arrache-Cœur en affirmant, par exemple, que, dans le personnage de Jacquemont, Vian visait Jean-Paul Sartre.

En publiant les Vies posthumes de Boris Vian, Michel Fauré est devenu en quelque sorte le documentaliste officiel de Boris Vian. Il confirme ce rôle en rassemblant, dans *Dernière la zizique* (4), les textes que Boris Vian écrivit de 1953 à 1959, pour présenter des disques, alors qu'il était directeur artistique chez Philips et chez Barclay. Le volume ainsi constitué prend place aux côtés d'En avant la zizique et des Chroniques de jazz, et offre, en plus de son intérêt historique, un réel plaisir de lecture. Comme le dit Fauré, dans son excellente préface, ces textes, traduits du kritich, du grintz, du schprogg et du schmürz, marquent peut-être le début d'un nouveau genre littéraire.

On a pu se demander, à l'occasion de ce volume et de la sortie d'autres textes, s'il était opportun de rééditer ainsi les fonds de tiroir et de publier les « petits » inédits de Vian. Il serait exagéré de prétendre que les textes publiés par Fauré ont la même valeur esthétique que l'Arrache-Cœur ou les Bâtisseurs d'Empire, mais il serait tout aussi vain d'affirmer qu'ils n'ont aucun intérêt, et qu'ils desservent Vian. Le parti qu'a eu tirer Guy Latoré d'un texte très inachevé, le *Tralé de clysmos*, pour soutenir récemment une intéressante thèse de troisième cycle à Jussieu (5), prouve, s'il en était besoin, l'utilité de ce genre de publications.

M. R.

- (1) N° 8-9, 336 pages, 98 F.
- (2) Noël Arnaud, *Les Vies posthumes de Boris Vian*, Christian Bourgois, 10/72, 500 pages, 18 F.
- (3) Boris Vian, *Borden*, collection « Trésors littéraires », 122 pages, 15 F.
- (4) Ed. Christian Bourgois, 174 p., 12 F.
- (5) Thèse de Boris Vian et le traité de clysmos, École des hautes études, sous la direction de Marc Soriano, 302 pages. Soutenue le 9 juin 1976.

UNE LETTRE INÉDITE A GASTON GALLIMARD

Comme chute à votre lettre (1) dont référence chi-dechus, je vous rechiitue ichi joint les contrats dument chignés et paraphés par moi-même, et je vous chalut bien.

Je vous prie d'excuser mon acchent, qui vient de che que des gens que je connais ont paché leurs vacances en Auvergne.

Boris Vian.

(1) L'éditeur avait envoyé à Boris Vian, le 1^{er} octobre 1946, le contrat de l'Écume des jours. (Copyright Ursula Vian.)

Concert pour un déconcertant

RELIRE RAYMOND QUENEAU

«...de beaux livres étranges et pathétiques... une œuvre difficile et réconfortante... » On peut toujours le monde comme on le voit, et ceux qu'on aime comme on se voit.

Aujourd'hui encore Raymond Queneau se sent-il mal connu, mal situé dans notre littérature ? On le devine qui hausse les épaules à cette question. Il s'en moque et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'a pas facilité l'accès à sa dernière œuvre : *Morale élémentaire*. Qui d'ailleurs assigne aux écrivains leur rang ? Le public ? La critique ? Les académies ? Une au moins, exclusive de l'autre, lui a rendu hommage puisqu'il est des Goncourt depuis 1951. Les essais non plus ne manquent pas sur son œuvre. Quant à notre plus récent manuel de littérature, celui de Bensan, Autreau, Lecaume et Verrier (Bordas), il le classe parmi les « inventeurs qui ont modifié le fond en comble le paysage littéraire du vingtième siècle ». Et d'évaluer l'apport de Queneau dans une abolition des frontières entre la langue écrite et la langue parlée : il serait, avec Céline, le forgeron d'un nouvel instrument.

Le Cahier de l'Écume change là-dessus les perspectives et élargit bien au-delà l'action rénovatrice de Queneau. En insistant sur ses curiosités mathématiques, sur ses recherches pataphysiques ou le rapprochement scientifique tend à s'appliquer à l'invention littéraire sur les travaux de l'Oulipo. MM. Le Lionnais, Paul Fournel, Jean Borrie et bien d'autres font ressortir l'attention que Queneau porte, d'une part à la structure, au jeu qu'on peut tirer de ses variations, d'autre part à l'analyse combinatoire qui enseigne tant d'arrangements, de combinaisons et

de permutations possibles avec les mots et les motifs, les sons et les sens. Le calembour n'a pas d'autre origine.

Ce n'est pas seulement la langue qu'il transforme, se mettant comme Malherbe à l'écoute des crocheteurs du port au Poitou, c'est la conception même de la littérature, ses procédés de création, sa raison d'être. Le ro-

man, la poésie, deviennent jeu, technique, science. A partir de quel la divine liberté est rendue au « faiseur » qui ne se soucie ni d'exprimer ni de représenter, tout au plus de créer. Nous sommes au cœur de la modernité.

L'article de Gaston Picon qui ouvre le recueil — sa finesse prouve la perte que la critique vient de faire avec sa disparition prématurée — souligne bien ce changement de perspective. Ayant situé en 1946 Queneau « dans la mouvance de la philosophie existentialiste » proche de Sartre et de Camus, ces philosophes de l'absurde, Gaston Picon revient sur ce voisinage. « C'est à la mise en question formelle du roman, écrit-il, que (...) son œuvre de toute évidence appartient. » Bien avant, Alain Robbe-Grillet avait reconnu sa dette envers le Chiendent.

Un formaliste avant l'heure, Queneau, alors ? Le miracle, c'est qu'il n'en a pas l'air. Il ne se prive ni de personnages, ni de décors, ni d'aventures. Se détachant sur une foule de marionnettes, il y a un type

de héros quénien, doux, détaché, lunaire, auquel la démoniaque Zazie, la plus célèbre de ses créations, ne correspond guère. Ses bistrotiers de banlieue, ses trains du soir, ses fêtes foraines, lui composent un univers qu'on dirait réaliste. Son réel galopant rebondit de péripéties en péripéties. Seulement ces aventures loufoques ne mènent nulle part, ces héros ne traversent aucun conflit pour en sortir vainqueurs ou vaincus. Quand s'arrête le manège qui les entraîne, ils se retrouvent le plus souvent à leur point de départ. Dans sa construction circulaire, l'œuvre serait un jeu pour rien.

Déconcertant Queneau encore et toujours ! C'est le mot qui revient le plus souvent dans ce Cahier, même si André Bergens, qui l'a dirigé avec beaucoup d'intelligence et de soin, estime qu'aujourd'hui la cause est gagnée. Elle ne trouverait plus de critique pour lui répondre, comme en 1960, alors qu'elle proposait d'inscrire Queneau parmi les grands écrivains de l'absurde : « Non, lui, c'est un fumiste. » On ne doute plus aujourd'hui de son sérieux, mais on hésite encore sur les directions où ce philosophe, est encyclopédiste, ce mathématicien, ce linguiste, ce pataphysicien nous entraîne. Nous fait-il toucher du doigt la grandeur ou la misère de l'homme ? Les deux interprétations sont soutenues par deux avocats convaincus. Finalement, ce Cahier ne s'en tient pas qu'à une critique formaliste.

Pour ce qui est de la variété des approches, de l'acuité et de l'ingéniosité des analyses, parlons de leur difficulté. Un Cahier de l'Écume vaut bien un colloque de Cerisy. Il y manque la vivacité des débats, non la multiplicité des points de vue. Et comme on le lit en chambre, on peut à tout

moment quitter le commentaire et son aridité pour des incursions — autrement récréatives — dans l'œuvre. On redécouvre alors, en toute liberté, au fil des textes mis en lumière par les guides, qui un roman, un poème, qui un article, qui un essai quelque peu négligé, cette verve inimitable, cette invention perpétuelle et toujours saugrenue, ce monde insolite qui se fabrique et se défait au fil du texte. « Il n'y a pas que la riposte, il y a aussi l'art », disait Zazie. Après le repérage de tant de procédés, le dévoilement de tant d'intentions secrètes, on a envie de retourner la formule. Il n'y a pas que la profondeur de la pensée, l'étendue des connaissances, la science du langage et de tous ses moyens, chez Queneau ; il y a, immédiatement donné, un rare plaisir de la lecture.

Au fait, le lit-on autant qu'il peut l'être et par tous ? Curieusement, ses poèmes sont mieux répertoriés par les collections de poètes que ses romans. A part Zazie, *Pierrot* mon ami, *Le Chiendent*, qui n'a fait son apparition dans le petit format qu'en 1974, les autres attendent encore. On nous annonce *Un rideau noir* pour l'automne. Mais *Odile*, les *Enfants du Limon* et leurs tous littéraires, *Saint Glinglin*, son chasse-nages, son beau temps fixe et son rituel de fête, plus près de nous, les admirables *Fleurs bleues* et leur méditation drolatique sur l'histoire, et cet « art de la fugue » qu'est le *Vol d'Icare* ?

André Bergens, encore sous le coup de l'accusation portée contre son grand homme, fait de lui un écrivain « aristocratique ». C'est vrai dès qu'on creuse son œuvre. Ce Cahier, qui ne fait pas de concessions à la biographie, à l'anecdote, encore qu'il engrange quelques souvenirs d'amis et nous révèle, en ce centenaire de Max Jacob, de très belles lettres du poète, le démontre abondamment. Mais cet « aristocrate » sait être aussi un merveilleux conteur populaire, et c'est à travers la philosophie de Hegel, c'est à travers les aventures des Pieds-Nickelés.

★ Raymond Queneau. L'Écume. 282 p., 75 F.

Liste officielle

هنا من الكتب

Delbo

LES ÉTATS-UNIS A TRAVERS LES LIVRES

par
ALAIN CLÉMENT

Le bicentenaire de quoi ?

★ L'INDEPENDANCE AMÉRICAINE, 1763-1783, présentée par André Kaspi, Gallimard, collection « Archives », 249 pages, 16,30 F.

A force d'entendre parler du bicentenaire, les citoyens d'un pays comme le nôtre, où l'histoire américaine n'est pas à l'honneur — qu'elle figure au programme de deux agrégations en 1977 passe à bon droit pour un événement culturel — commencent à se demander : le bicentenaire de quoi ? Même la littérature des cérémonies officielles laisse planer une confusion sur les rapports du bicentenaire et de l'indépendance. Bien sûr, l'un ne va pas sans l'autre. Mais

la déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, manifeste d'un putsch civil qui va réussir par les armes, n'est ni la rupture avec la mère patrie, consommée par le congrès continental deux jours auparavant, ni la « reconnaissance » de l'indépendance de ce qui ne s'appelle pas encore les États-Unis, par d'autres nations. Franklin se plaint dans ses lettres que, même après la signature de la paix avec l'Angleterre, la Suède ne se presse pas.

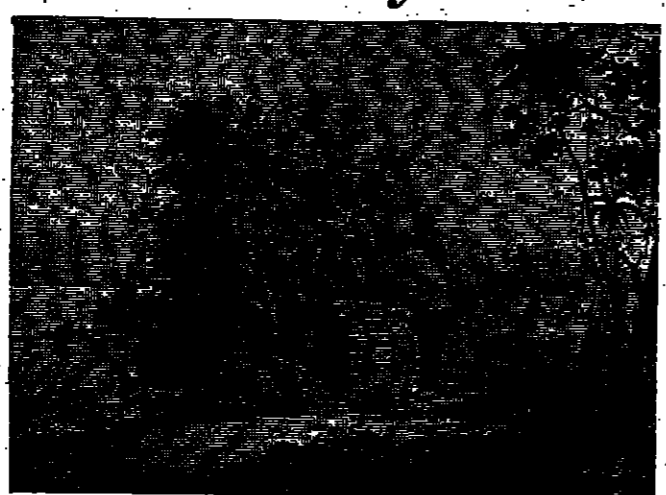
Dans ces conditions, le petit livre d'André Kaspi peut en raison du format de la collection où il s'insère — constitue un mé-

mento lucide et limpide, remanifestant les choses à leur place chronologique et les commentant avec une compétence sans égaler.

Tout y est de ce qui devrait savoir le Français instruit sur la fondation des établissements britanniques en Amérique du Nord, leur croissance phénoménale — entre 1720 et 1780 la population décuple, — les étapes de leur divorce avec la métropole, l'insurrection, la guerre, la « révolution » — et pourquoi les deux termes sont presque synonymes, — ce qu'en pensent les témoins du moment, ce qu'en pensent quelques Américains d'aujourd'hui.

LOUIS-PHILIPPE EN AMÉRIQUE

Un roi-citoyen chez les citoyens-rois



Vue du village des indiens Cherokee, sur les bords du Tennessee, que la famille royale visita.

★ JOURNAL DE MON VOYAGE EN AMÉRIQUE, de Louis-Philippe, texte établi et présenté par Suzanne D'Amboise, présentation de l'édition par Jean-Pierre Babelon, Flammarion, 154 pages, 30 F.

L'HOMME dont l'accession au trône, en 1830, envoya Tocqueville redécouvrir l'Amérique y avait lui-même séjourné. C'est en 1824 que, par un beau jour d'octobre 1795, le futur Louis-Philippe aborda aux rives américaines, de la baie de New York, en son yacht, le duc de Montpensier. C'est en 1824 que, par un beau jour d'octobre 1795, le futur Louis-Philippe aborda aux rives américaines, de la baie de New York, en son yacht, le duc de Montpensier. C'est en 1824 que, par un beau jour d'octobre 1795, le futur Louis-Philippe aborda aux rives américaines, de la baie de New York, en son yacht, le duc de Montpensier.

ghe d'espérer n'est jamais assuré. Il en vient, à son insu, à dresser une nomenclature de ses expériences d'habitudes.

L'ouvrage « assez bonne » est l'exception, et un « diner supportable » chez un certain Haze l'écrit les princes « tout étonnés ». En revanche, que de « caresses détestables », de « mauvais traitements », de « banquets » de « sinistres mémoires ». Dans ces courtes pages, l'accueil des particuliers se ressent de l'indignité des habitations : elle signifie également, au passage, les « mauvais traitements », de « sinistres mémoires ». Dans ces courtes pages, l'accueil des particuliers se ressent de l'indignité des habitations : elle signifie également, au passage, les « mauvais traitements », de « sinistres mémoires ».

La solution à ce grave problème est vite trouvée : fuir la jungle des villes pour la jungle des champs ; visiter l'Amérique-pays qui, à l'époque, commence aux portes de la première. Le roi-prince, en compagnie du fidèle palefrenier Baudouin, ne va guère faire que cela jusqu'à son embarquement pour La Havane, en février 1798. Louis-Philippe rédige le journal de son voyage, dont ne subsistent malheureusement que deux cahiers, couvrant une partie du premier voyage (25 mai-21 mai 1797), et qui doivent à la générosité de la Fondation Saint-Louis d'être mis aujourd'hui dans le domaine public.

L'intérêt de ces pages vient de ce que l'auteur s'est dévoué de la « vieille » société américaine de la côte Atlantique pour observer celle qui, en joutant des côtes, de la hache et du fusil, est en train de prendre possession du « back country » transappalachien, d'en refaire les Indiens — mais avec les précautions qu'impose un rapport de forces incertain — et de tenir à distance, autant que possible, les encore fragiles autorités fédérales, considérées déjà comme encombrantes et passives — d'une part, et de la fragilité de l'indépendance et la fragilité de l'indépendance et la fragilité de l'indépendance.

D'interminables parcours à cheval

Courant cette Amérique-là, fruste, primitive, qui n'a pas encore vraiment pris son élan vers l'Ouest, est-elle vue et vécue par l'élève de Mme de Genlis ? L'indépendance et la fragilité de l'indépendance et la fragilité de l'indépendance.

★ LA FRANCE ET LE NOUVEAU MONDE, de Pierre Salinger, Laffont, 365 p., 35 F.

Ces solitaires causeries — express, commandées par France-Inter, ont été réunies en un volume qui vient de recevoir le prix du Bicentenaire. Rien que destinées à une large audience, elles ne sont pas une simple rhapsodie sur le

Un peuple paresseux au premier degré

Il relève l'ignorance et l'indolence des Américains sur le tracé des routes. Dans telle maison où il loge avec ses frères, « la paresse est si grande qu'on n'a pas encore bouillé les trais des échafaudages de la construction ». Il rend l'« état de guerre » des Américains responsable de l'endurance et pense que les Européens sont « si et si et si plus forts, de moins plus nerveux, plus actifs, plus entreprenants que les Américains ». Ces déclarations ne forment pour lui qu'un « peuple grossier, paresseux, indiscipliné au premier degré », dont la conversation, en outre, se fennait, ce qui ne l'empêche pas d'être bavard.

Évidemment, il n'y a pas que ces remarques négatives dans le journal de Louis-Philippe. Celui qui n'est encore que le duc de Montpensier, et de très près les Indiens, la dissimulation des mœurs d'une tribu à l'autre, leurs langues, et sympathie avec ces guerriers « qui ne savent plus comment s'y prendre avec les Blancs » (la question sera résolue quand Tocqueville écrira), il accorde une attention d'homme à la composition des sermons qu'il cherche, à leur fertilité présente, à leur essence d'arbres des forêts qu'il traverse. Et s'il n'a pas l'effusion facile, il n'est pas indifférent aux « spectacles » de la nature, qu'il juge supérieurs à ceux qu'il a connus en Suisse. Son futur biographe rapporte de l'expédition des gisements charbonniers, qui s'interrompent avec bonheur au milieu du témoignage plutôt sombre du roi-citoyen qu'exécute le rigueur sans gêne des citoyens-rois.

thème de « l'amitié franco-américaine ». Tableaux et portraits reviennent un travail de recherche et de compilation intelligente, singulièrement étendu, capable d'apporter au lecteur une foule de faits et d'aperçus qui ne traitent pas partout. Mieux que de la vulgarisation : une pédagogie par l'évocation.

L'EXPÉRIENCE ROOSEVELTIENNE

La suréminence d'un juste

★ LA SPLENDEUR ET LE RÈVE : vol. I, « L'Amérique de Roosevelt », de William Manchester, traduit de l'américain par Pierre-Yves Pétillon, Robert Laffont, 621 p., 75 F.

★ LA GRANDE DÉPRESSION : LES ÉTATS-UNIS EN CRISE (1929-1939), présenté par Jean Heffer, Gallimard, collection « Archives », 218 p., 16,30 F.

AUX premières pages de ce lourd volume, qui en promet un second, un détachement militaire commandé par McArthur disperse brutalement les queues de la « marche du bon ». Ces colonnes d'anciens combattants défilent, entendant obtenir durant l'été 1932 le versement anticipé de la prime de 500 dollars que le Congrès leur a votée avec effet, en 1945. Les dernières lignes du chapitre final ne sont pas plus roses : en Corée, c'est la nuit de la petite bourgeoisie de 1950 et les « volontaires » chinois offrent contre le dernier carré des troupes de l'ONU conduites par le même McArthur.

Entre ces deux faits d'armes dix-huit ans se sont écoulés, que W. Manchester fait tenir en quelques centaines de pages qui se lisent avec l'intérêt soutenu et passablement ému qu'éveille un sujet aussi noble. Chevaux spécialisés et témoignages de première main sur l'époque remplissent bibliothèques et photographies. Il n'était pas superflu de refondre cette masse imprimée et d'en tirer une vision panoramique des choses pour mesurer la « profondeur de champ » de l'histoire américaine à la distance qui sépare l'horizon d'aujourd'hui de celui d'hier.

Tocqueville, tout-à-coup, au plus tard, méditait sur cette démocratie politiquement exogénisée avant la lettre qui se déplaçait sous ses yeux, mais ce qui provoquait son admiration profonde, ce sont les énergies qu'elle libère, le dynamisme qu'elle engendre, cette espèce de mouvement perpétuel qui porte les États-Unis vers leur avenir. Louis-Philippe ne sent et ne pressent rien de tout cela. Peut-être n'est-ce pas encore discutable sur son passage. En tout cas, ce qui le frappe, c'est plutôt l'inverse.

La-dessus, le polygraphe distingué qu'est Manchester se rencontre avec l'historien de l'économie américaine qu'est Jean Heffer, dont l'excellent petit ouvrage nous apporte, outre des réflexions personnelles solides

ment étayées, une documentation bibliographique de premier ordre. Manchester fait l'imposant à la crise elle-même, il la prend « en marche », trois ans après l'effondrement de Wall Street en 1929. La lecture d'Heffer devient alors non seulement le complément (le rectifiant en plusieurs points : ses conclusions impliquent une semi-réhabilitation d'Hoo-ver, belle noire de l'Amérique) mais l'introduction obligée à l'étude du « new deal », retracé par la Splendeur et le Rêve.

Manchester comme Heffer auraient pu insister davantage sur une question qu'il effleure à peine : il est entendu que la dépression allemande a produit Hitler tandis que la crise américaine a porté Roosevelt au pouvoir. Mais n'aurait-il pas été bon de souligner que la première s'accompagne d'une inflation galopante qui mit la petite bourgeoisie de Reich hors de ses gonds, tandis que le dollar ne bougeait guère, devenant au contraire, à proportion de la paupérisation des masses, l'étalon souverain des désirs et des biens ? Heffer ne l'ignore pas, naturellement. Il est extrêmement précis dans son analyse des couches sociales et professionnelles touchées par le long marasme de 1929-1933, calamité qui n'en était pas une pour tout le monde et qui n'avait peut-être pas l'ampleur qu'on lui a prêtée plus tard. Alors, ce qui n'aurait pas changé à ce niveau-là, serait-ce donc la foi dans l'argent ? Non plus celui des banques et des supermarchés de l'industrie, discrédités par la débâcle de leur gestion, mais cet en-soi de la monnaie qui ferait des Américains, selon Gertrude Stein, des « matérialistes de l'abstraction » ?

Le plus commun des mortels

Le dessin de Manchester se situe à l'écart de ces spéculations. Il vise à restituer une durée, à décrire les réactions qu'engendrent la misère de ces années noires, puis le sursaut provoqué par Roosevelt et les mutations que couvra sa présidence de douze ans (seule la mort l'empêcha de gouverner seize ans de suite son pays). Les inégalités sociales, la pauvreté, la ségrégation raciale — dont il prêtre ne pas se mêler et qui étaient peut-être moins choquantes à ses yeux qu'à ceux de son épouse, Eleanor, — lui survivront, mais son rayonnement, sa décon-

traction, sa confiance innée et communicative dans les ressources de la nature humaine, lui qui devait chaque jour surmonter les conséquences d'une polio inguérissable, déboulaient à terme les rigidités de l'Amérique dont il avait hérité.

Et pourtant ce leader suréminent, hors du commun, était, comme l'ont relevé Joad, outre ses familiers, un Thomas Mann et un Eric Weil, le plus commun des mortels. Il se plaisait aux distractions simples, ne posait pas au penseur. Il n'avait pas de théorie spéciale sur ce que devrait être la justice sociale, la répartition des richesses (il ne semble pas que sa fortune lui ait pesé), mais l'injustice, l'écrasement des faibles par les forts, les « lois d'airain » de toutes sortes, scandalisaient sincèrement ce conservateur modéré. Et c'est cette sincérité, jointe évidemment à des qualités exceptionnelles de tacticien et de séducteur politique, qui lui valut une place sans précédent dans le cœur de la majorité de ses compatriotes. Qu'une minorité d'entre eux aient pu le haïr comme s'il avait été un Staline en puissance en dit long sur ce qu'il y avait à excuser et même à briser dans l'Amérique d'« avant ».

Manchester ne dissimule pas les faiblesses de son héros — vénielles si l'on songe à ce qui s'est fait depuis — ni les lacunes de son œuvre. La relance économique ne battit qu'une aile jusqu'à ce que la guerre la fesse tourner à pleins tours. Le « new deal » était un mélange de mesures de bon sens, de réajustements et d'innovations prudentes. Mais l'initiative, l'impulsion, venaient de la Maison Blanche (en accord ou en désaccord avec le Congrès sans beaucoup d'entraine) : c'était assez pour que des millions d'Américains, dressés pourtant de père en fils à maudire l'intervention du pouvoir fédéral, retroussent leurs manches, s'attellent au travail qui pouvait s'offrir, et s'organisent, au cours de luttes héroïques avec un patron obtus, pour la défense de leurs droits. Du même coup, un nouveau style s'introduisait dans les relations humaines.

Et c'est bien parce qu'aucun esprit de système n'animait l'expérience rooseveltienne, portée seulement par un faisceau d'intentions généreuses et parfois efficaces, qu'elle plaça en douze ans les États-Unis sur l'orbite de leur suprématie. Et d'un seul bond ! On a du mal à s'imaginer

qu'il y a quarante ans l'armée des États-Unis n'était que la seizième du monde et que, dans l'état de sous-équipement où elle se trouvait, l'armée tebaque l'eût battue à plate couture. Rien n'est plus instructif à cet égard que la manière dont procéda Roosevelt, qui comprit très tôt qu'il faudrait arriver à en découdre avec le nazisme, et qu'il, quoique marin dans l'âme, pressentait l'avenir stratégique de l'aviation pour faire admettre progressivement à une opinion figée dans un neutralisme anti-européen les exigences d'un réarmement et d'une intervention par pailleurs.

Un empirisme intuitif

Rien n'illustre mieux non plus l'empirisme intuitif qui régnait à la Maison Blanche que l'accueil qu'elle réserva à l'anglais des physiciens nucléaires, émigrés et américains, devant la perspective d'une course à la bombe atomique entre l'axe et les Alliés. Roosevelt, après un premier mouvement de scepticisme, ne ménagea pas les moyens au « projet Manhattan » dont le succès scella l'extinction du vieil isolationnisme.

William Manchester réussit à recréer le déroulement pathétique d'une évolution capitale de l'histoire américaine. Il excelle, à côté de la narration politique, dans la peinture du décor, des mœurs et des modes où chaque phase de cette évolution s'est exprimée. C'est de l'histoire revécue et à la mesure d'événements et de la grandiloquence.

Et quelle chance d'avoir pour traducteur Pierre-Yves Pétillon ! Non seulement parce que c'est un des meilleurs anglo-américanistes de la génération, mais encore parce qu'il s'est trouvé d'emblée en sympathie avec un texte qui, dans l'original, ne brille sans doute pas par ses subtilités littéraires. Une traduction bâtie ou faite à contrecoeur, émaillée de gaucheries, voire d'énormités, comme on en rencontre trop souvent ailleurs, eût rompu le fil et le charme du récit. Telle quelle, elle préserve l'un et l'autre, et aplanit même l'obstacle de la langue. Nous sentons mieux ainsi que, tous comptes faits, c'est bien de nous qu'il s'agit. Sans « l'Amérique de Roosevelt », nous aurions la France de qui ?

★ Nous puisons le titre de cet article, on l'aura reconnu, dans l'admirable lettre d'adieu au narrateur qu'écrivit M. de Charliou pour qu'elle lui soit ramisée après sa mort.

« LES DERNIERS JOURS DE RICHARD NIXON »

Souvenir d'un mauvais rêve

★ LES DERNIERS JOURS DE RICHARD NIXON, de Bob Woodward et Carl Bernstein, traduit de l'américain par Frank Strassheim, Guy Duvare et Christian Bruyat, Ed. Robert Laffont, 456 p., 55 F.

On cherchait en vain dans le nouvel ouvrage des reportages-vedettes du Washington Post la trace d'une quelconque tragédie grecque : la victime ne doit qu'à elle-même sa déchéance. Pourtant — et là réside l'intérêt majeur du livre — ses machinations nous entourent les arcanes du système politique des États-Unis.

Ce qui émerge tout d'abord, c'est le caractère prodigieusement aléatoire de ce que nous avons déjà appelé, dans un sens qui n'est pas nécessairement péjoratif, le « hasard politique » inhérent au présidentialisme américain. Qu'on y réfléchisse : amené à la Maison Blanche par le suffrage universel, un solitaire se retrouve pour quatre ans dispensé de se justifier autrement qu'en paroles. Il n'a pas de président ministériel exposé à la censure du Congrès, devant lequel il n'est lui-même responsable que dans le cas extrême d'une procédure de destitution (l'impeachment, auquel Nixon n'échappa qu'en abdiquant).

Les grandes décisions se prennent dans l'entourage du président, qui peut varier de deux à cinq cents personnes recrutées en vrac par un patron qui, en la matière, n'a guère à se soucier d'un budget et d'un organi-

gramme. Il appelle autour de lui les vieux conseillers et inconnus, politiciens dévoués (jamais une éminence du Congrès) et managers du privé, experts et amateurs, célébrités universitaires (mais Henry Kissinger est bien la seule à s'être imposée au premier plan), auxiliaires de toutes sortes, séides, etc. bref, « ses hommes à lui », qu'il lui soient familiers ou seulement recommandés. Le meilleur y peut côtoyer le pire.

Un égoïsme crispé

Quand il s'installe à la Maison Blanche en janvier 1969, Richard Nixon a derrière lui vingt-deux ans de carrière politique. Il connaît tout le monde (du moins dans les milieux républicains) mais n'a ni équipe éprouvée ni intimes, sauf deux multimillionnaires de souche étrangère, hôtes ou commensaux épisodiques, avec lesquels on se demande d'ailleurs quelles pensées il pouvait échanger. Sa confiance maladroite (mais sans flair : quels sbires de roman-feuilleton sont à l'origine de sa chute !) le dirige vers les « conseillers » les plus propres à renforcer son égoïsme crispé.

Woodward et Bernstein commencent leur récit au lendemain du renvoi, le 30 avril 1973, des deux collaborateurs-cerveaux, Bob Haldeman et John Ehrlichman, devenus les favoris, les indispensables du président parce qu'ils savaient tirer un rideau de fer entre lui et l'extérieur, y compris

le reste de la Maison Blanche, refoulé dans l'obscurité de tâches souvent concurrentes. Pas de chance pour M. Nixon ! Ces deux « isolateurs-nés » ont trempé jusqu'au cou dans ce qui transpire déjà du scandale du Watergate, et il les sacrifie à ce qu'il imagine pouvoir sauver encore de sa réputation.

C'est alors qu'intervient un militaire, le général Haig, introduit jadis dans le sérail par Henry Kissinger, et qu'on va déboucher du Pentagone pour « ramasser les morceaux » de la confiance et de la solidarité brisées par les procédés de son nouveau supérieur. Promu le 4 mai 1973 « chef d'état-major » (chief of staff) de la Maison Blanche, poste sans précédent, il s'emploie jour et nuit à replâtrer les apparences, à étaler les échecs, à ménager le psychisme imprévisible de Richard Nixon, à négocier avec sa famille — « groupe de pression » interne qui prêche la jusqu'au-boutisme, — à piloter un vaisseau présidentiel dont les voiles d'eau ne sont plus colorables et, quand la cote d'alerte est atteinte, à préparer en sous-main la pression des pouvoirs. Etait-il dans le secret de la forfaiture présidentielle ? Il semble que non, bien que l'actuel commandant des forces de l'OTAN n'ait pas pu ne pas soupçonner que Richard Nixon lui jouait la comédie.

Ce qui consommait la perte de ce dernier, c'est qu'il la joua à coup sûr à ses adversaires, tout heureux d'avoir à plaider une cause aussi

retentissante. Ils en furent pour leurs frais, au figuré tout au moins : leur client leur refusait accès à son dossier, les réduisant à ressasser sur ordre les mêmes arguments abstraits, alors que c'était des preuves que leur demandait les diverses instances. Et avant tout, la preuve qu'un président des États-Unis n'avait pas cherché à cacher et à couvrir des délits de droit commun en invoquant le « privilège de l'exécutif », version légalisante de cette raison d'État qui révoque la démocratie américaine.

Ces Derniers Jours sont-ils le dernier mot sur l'affaire du Watergate et la psychologie de ses instigateurs ? Le président « sorti » s'est-il simplement abandonné au vertige d'une boulimie malsaine fol ? A-t-il été « traîné » par des mécontents d'une « bande » dont il n'avait gagné, faute de charisme humain et de gratitude, ni l'adhésion collective ni la reconnaissance ? Ou bien des « pulsions occultes », beaucoup plus redoutables que tous les libéraux anti-nixoniens réunis, ont-elles exploité la « bavarde » du Watergate pour se débarrasser d'un gêneur ? On a suggéré — sans grand écho jusqu'ici — que la C.I.A. aurait pu avoir des motifs particuliers de liquider, par la honte, le président en service (1). Selon l'expression consacrée, l'histoire jugera. Pour l'instant, elle respire.

(1) Cf. l'article de Nicolas von Hoffman, dans le numéro du 10 juin 1976 de la New York Review of Books.

LA MANE
BIBLIOTHEQUE
EF

DES LIEUX, DES ŒUVRES

Stendhal à Rome

« Se colleter avec le néant »

C'EST au cours de l'été que Rome est la plus belle, quand ses murailles de brique paraissent plus rouges, son ciel plus blanc et ses fontaines plus baroques qu'elle-même. Quelques semaines après les législatives, les murs bavardent encore de tous leurs graffiti géants, la lire est basse ; le touriste content se repaît avec confiance des trésors de l'Antiquité et de la Renaissance et se fatigue avec délices à travers les méandres d'une architecture théâtrale. Il ne faut pas songer à le trouver plus préoccupé que le placide Romain du dernier assassinat politique. Le spectacle de la beauté, comme un promesse de bonheur, occupe son esprit et il ne déplaît pas au Romain lui-même de donner l'impression que, au-delà des vicissitudes de l'histoire, il participe de quelque éternité.

Les plus grands visiteurs de Rome — M^{me} de Staël, Goethe, Chateaubriand — sont tombés dans le piège. Stendhal, seul, a su résister au mythe de la Ville Majestueuse, victorieuse du temps. Sa tombe du cimetière Montmartre le dit. Il s'est voulu médian, parce qu'il a aimé Milan. Aucune tendresse particulière ne l'attachait à Rome : « J'ai adoré », écrivait-il un jour, et j'adore encore, je le crois, une femme nommée Milan. J'ai obtenu en mariage sa sœur aînée, Rome. C'est un mérite grave et sévère, sans musique. »

Encore est-ce embellir les choses. En 1831, tout près de la cinquantaine, pour avoir préféré le jeu à l'ambition, Henri Beyle se trouvait nommé consul général de France à Civita-Vecchia, réduit à signer des visas et à renseigner les bureaux parisiens sur les mouvements d'un port de 7 500 habitants. Trois ans plus tard, celui qui, à Berlin, à Moscou, s'était cru un temps associé à la gloire impériale, celui qui avait pu, à Milan, s'abandonner au bonheur de poursuivre une femme aimée, camouflé par une perruque rousse et des lunettes, de ce cynisme de salon qui irritait tant « la femme Sade », lançait ce terrible : « Je n'aurais-je donc pas été le héros, l'homme à la vertu et mourir sur ce rince-solitaire ? Je crève d'ennui, j'ai tant vu le soleil ! »

Lorsqu'il revient à Rome, c'est-à-dire quinze jours par mois, ce n'est pas pour rêver, le cœur en écharpe, à travers la campagne romaine, non qu'il n'ait, comme un autre, senti la mélancolie de la ville, mère et putain, tombeau sublime et perpétuel réservoir d'exilés. Non comme lui n'a si bien, et en si peu de mots, évoqué les perspectives du Fimbo et du Janicule avec « usages chassés

par le vent ». Mais Rome, Naples et Florence ou les Promenades dans Rome — étrangement écrites pendant la période milanaise — ne sont pas de vrais guides : Stendhal a pillé sans pudeur ses prédécesseurs pour tout le descriptif.

Ce qu'il connaît, ce sont les promenades de hasard à travers le Champ-de-Mars et le Trastevere, ces trattorie de village, ces paysans de Romaines en qui il voit les descendants des Quirites, ces pifferari qui portent la sérénade à la Madone, les spectacles de burattini (marionnettes) ou celui de la religion, la coquette des « petits faits vrais », de tout ce qui, en dépit de son ennui, tend à prouver que « la plante humaine est plus robuste et plus grande à Rome que partout ailleurs », le crime également, comme jamais Parisien n'en saurait commettre ! Et surtout cette verve satirique qui, à travers les quartiers de la ville, fait parler des écrivains frodoirs, les statues (encore visibles) de Marzio, de Pasquino, de Mme Lucrezia, et cette pénétration de son barbillon : « Che volete, Signora, niente noto e presto » (Que voulez-vous, monsieur, nous sommes émus par les prêtres).

Un regard politique

La grandeur de Rome, si elle n'est que monumentale, l'ennuie, comme l'exaspère l'admiration sur commande des ouistres. Ce qui fait le prix de Rome, pour lui, c'est cette légèreté d'une belle Romaine, le mépris de ce Romain pour l'opinion de son voisin, et toute cette vertu romaine tant bien que mal parvenue au Moyen Âge jusqu'au dix-neuvième siècle à coups d'éclat.

Très vite, l'observateur se dégage de l'anecdote : sa description se réduit partout (dans la Correspondance comme dans les Promenades) à confronter un peuple et son gouvernement. Ce qu'il écrit de Raphaël ou du Caravage, c'est moins pour rendre compte de leur peinture que pour valoir un certain profil d'artiste qui, contre une société d'ordre, joue jusqu'au bout la tendresse ou la violence de son tempérament. Jamais regard ne fut plus politique que celui du Romain Stendhal.

Il importe, au fond, assez peu que nous le suivions aujourd'hui dans ses démenagements romains de la via di Pietra à la piazza della Minerva, du largo all'Impresa jusqu'à la via Condotti. Le libraire Scarasini n'est plus sur le Corso, et, près de San-Lorenzo-in-Lucina, on chercherait en vain la boutique d'apothicaire d'Agostino Manni. Seul piazza della Minerva, au palais Conti

(où Stendhal écrivit Lucien Leuwen et La Vie d'Henri Brulard), Rome ne se souvient plus de Stendhal.

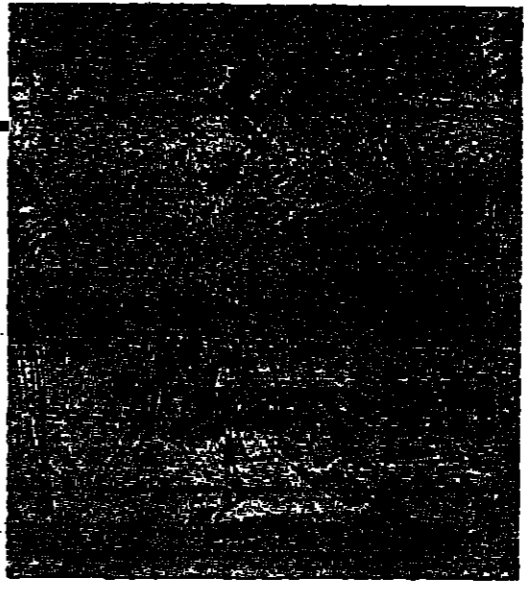
Pour être le Romain de Stendhal existait-il encore dans un de ces bars de la banlieue d'Ostie où la schure est sous les pieds et le néon au-dessus de la tête. Côté princes, les Torlonia existent encore, même si leurs bals sont moins courus. Le palais des Gaetani se trouve toujours via delle Botteghe-Oscure, à deux pas du siège du P.C.I. Les princes sont à la campagne, mais le bibliothécaire nous a montré l'original d'une étrange lettre de recommandation de Beyle pour un de ses cousins, pensionnaire de la Villa Médicis : « Ce jeune homme, quoique Français, a peut-être une âme. Montrez-lui que Paris n'a pour lui que l'esprit de Chartreuse. »

Mais ce n'est plus guère que dans un film de Fellini qu'il est donné de voir cet éblouissant mélange de diplomates, de cardinaux et de belles dames très décolletées qui remplacent pour le pauvre comte les divins spectacles de la Scala. Qu'importe, au fond, aujourd'hui, qu'Abraham Constantin, peintre sur porcelaine, et non Berlioz, ait été à Rome le compagnon de Stendhal ? Que Rome ait été le cadre de son ultime et douloureuse passion (la comtesse Cini) dans la fameuse « guerre éternelle » ? Bien peu de Rome, hors les Chroniques italiennes, a passé dans son œuvre romanesque. Comme si, devant un sujet trop vaste, il ne pouvait être question que de projets, Stendhal a rêvé d'une Histoire romaine en cinq volumes.

Il a commencé d'écrire, avec trois chapitres d'une position sociale, l'histoire d'un jeune diplomate aux prises avec l'imbroglio de la politique romaine ; de ce même sujet, il pensait faire la troisième partie de Lucien Leuwen. Il a surtout vu voir dans le monde romain le miroir grossissant de l'Europe déjà rétrograde et conservatrice.

« Sommamente pericoloso »

Toute action personnelle lui était impossible : ses supérieurs, au ministère, s'irritaient de l'intelligence de ses dépêches où il usurpait les droits de l'ambassadeur ; les ministres de Grégoire XVI ne relâchaient jamais leur suspicion pour ce Beyle, athée, aux propos subversifs et révolutionnaires, « sommamente pericoloso », qui s'affichait sans vergogne avec les libéraux de Rome et ne cachait pas sa sympathie pour Mazzini. Jamais non plus l'esprit de Stendhal ne se lassait à Rome de



Stendhal dansant dans une auberge, croqué par Alfred de Musset

scruter l'obscur combat des ultras et des libéraux ; de dénoncer la toute puissance de l'Église, l'« odieux parti prêtre », ses subterfuges, ses détournements de loi, sa force de dissimulation et jusqu'à ses rapports secrets avec les brigands. Sans chercher à retrouver dans une Italie d'avant la démocratie — que Stendhal voyait d'ailleurs venir avec scepticisme — les secrets de l'Italie en crise de 1976, il peut être bon de revoir Rome avec les yeux de Stendhal et d'apprécier à travers lui le compromis du politique et du religieux des gouvernements romains.

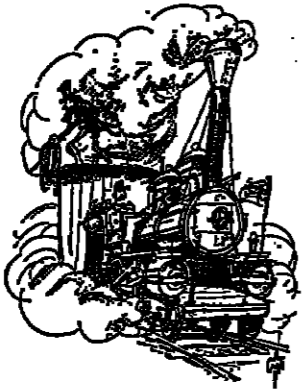
Mourir au coin d'une rue

A ce jeu piquant entre l'éternel et le transitoire, Stendhal, quant à lui, apprenait à mourir dans une ville qui était déjà la décomposition, la décadence, la référence non crédible de gouvernements absolus à bout de souffle. C'est dans cette ville si peu humaine — mais mille fois sans doute, il ne s'était montré si lucide — que Stendhal tenait à se voir un jour emporté, et précipité dans la pyramide de Capin Sestini, dans ce cimetière anglais, où reposent son ami Shelley. C'est à Rome, en tout cas, que via Condotti, au numéro 22, il est, au cours de l'année 1841, « à se colleter avec le néant » tandis que sa servante, Barbara, s'empresse de dérober jusqu'à ses bottes.

Une fin romaine devait manquer à Stendhal et, comme on sait, c'est quelques mois plus tard, au cours d'un congé à Paris, le 23 mars 1842, qu'il devait s'éteindre, frappé d'apoplexie, au coin de la rue des Capucines et de la rue de la Paix. Mais c'est à Rome qu'il avait écrit : « Il n'est pas ridicule de mourir au coin d'une rue quand on ne l'a pas fait exprès. »

BERNARD RAFFALLI.

FEUILLETON



LE PROCÈS

Londres, Mars 1857. — Un des auteurs de la grande attaque du train contenant la solda en or des troupes anglaises en Crimée ayant eu lieu en mai 1855 est arrêté. Les autres sont sur le point de l'être.

DURANT cette période Mr. Harranby se trouve en proie à une pression considérable venue de plusieurs côtés. La banque d'Edinburgh & Bradford voulait retrouver son argent, et c'est par l'intermédiaire du premier ministre lui-même, lord Palmerston, qu'elle avait fait connaître ses sentiments à Harranby. L'enquête menée par le vieux Pam était en elle-même embarrassante car Harranby dut reconnaître qu'il avait mis Pierce à Coldbath Fields, ce qui était un procédé jugé à caution. Palmerston exprime l'opinion que « c'était un peu irrégulier », mais Harranby se console en pensant qu'un premier ministre qui se teignait les favoris n'était guère qualifié pour reprocher aux autres leur dissimulation.

Pierce demeura à Coldbath jusqu'au 6 février, jour où il fut de nouveau amené devant Harranby. « Où est Barlow ? — Je ne sais pas. — Où est la femme Myriam ? — Je ne sais pas. — Où est l'argent ? — Dans une crypte au Saint John's Wood », dit Pierce. Harranby se pencha en avant. « Qu'est-ce que ça veut dire ? — Il est gardé dans une crypte », dit Pierce narquois, au nom de John Slums, au cimetière de Martin Lane, à Saint John's Wood. »

Harranby tapota le bureau de ses doigts. « Pourquoi n'avez-vous pas donné plus tôt cette information ? — Je ne voulais pas la donner », répondit Pierce. Harranby ordonna que l'on ramenait Pierce, une fois de plus, à Coldbath Fields.

Le 7 février, la crypte fut repérée et l'on obtint les dispenses appropriées pour l'ouvrir. Mr. Harranby accompagné d'un représentant de la banque, Mr. Henry Fowler ouvrit le caveau ce jour-là à midi. Il n'y avait dans la crypte ni or, ni argent, ni bijoux, ni rien d'autre que la porte de la crypte, il apparut que la serrure avait été récemment forcée.

A cette découverte, Mr. Fowler fut extrêmement furieux et Mr. Harranby très embarrassé. Le lendemain, 8 février, le romancier Pierce dans le bureau de Harranby où on lui apprit la nouvelle.

« Eh bien, dit Pierce, les bandits m'ont sans doute volé. »

« Sa vola et son comportement n'indiquaient aucune détresse, et Harranby le lui dit. »

« Barlow, dit Pierce, j'ai tout fait ce que je pouvais lui faire confiance. »

« Vous croyez donc que c'est Barlow qui a pris l'argent ? — Qui d'autre cela pourrait-il être ? »

« Il y eut un court silence. Harranby écoutait le tic-tac de son horloge. Pour une fois, ce tic-tac irritait plus qu'il n'apaisait l'inculpé. Celui-ci paraissait en vérité remarquablement à l'aise. »

« Cela vous est-il indifférent ? dit Harranby, que vos complices vous aient trahi de cette façon ? — C'est seulement une dévotion, dit Pierce calmement. Pour moi et pour vous », ajouta-t-il avec un léger sourire. »

« Devant son sang-froid et son attitude poile, écrivit Harranby, je supposai qu'il avait encore fabriqué une autre histoire pour nous mettre hors de nous. Mais je ne pus faire d'autres tentatives pour connaître la vérité car le 1^{er} mars 1857, le reporter du Times rapporta l'arrestation de Pierce et il fut impossible de garder celui-ci plus longtemps sous les verrous. »

Selon Mr. Sharp, son chef fut le journal relatant l'histoire de la capture de Pierce « avec force imprécisions et exclamations ». Harranby exigea qu'on lui fit savoir comment les journaux avaient eu le tuyau. Le Times ne fut pas divulgué sa source d'information. On nichait un gardien de Coldbath que l'on soupçonnait d'avoir donné l'information, mais personne n'eut jamais de certitude à ce sujet. Le bruit courut même que le tuyau venait du bureau de Palmerston.

En tout cas, il fut décidé que le procès de Burgess, Agar et Pierce commencerait le 9 mai 1857.

Le public accueillit le procès des trois participants au hold-up du train avec le même goût du sensationnel que celui qu'il avait manifesté pour le procès du crime lui-même. Le ministère public, conscient de l'attention portée à cet événement, prit soin d'augmenter l'intérêt du drame en lui ajoutant des détails importants des coupables, lui classa le premier sur le registre de Old Bailey. Le fait que cet homme ne connaissait que des bribes de l'histoire ne fit qu'augmenter l'appât du public, qui réclamait de plus amples détails.

On interrogea ensuite Agar qui fournira un peu plus d'explications. Mais Agar, comme Burgess, était un homme nettement limité et son témoignage ne servit qu'à concentrer l'attention sur la personnalité de Pierce, l'un des deux dont la presse parlait comme d'un

« maître escroc », disant qu'il y avait derrière l'acte une intelligence brillante.

Pierce était encore incarcéré à Coldbath Fields, et ni la presse ni la presse ne l'avaient vu. Les reporters enflammés avaient toute liberté pour forger des récits fantastiques et chimériques sur l'aspect physique de l'homme, ses manières, son mode de vie. Ce qui fut écrit durant les deux premières semaines du mois de mai 1857 était en majeure partie faux. On disait, par exemple, que Pierce vivait avec trois maîtresses dans la même maison et qu'il était une dynamo humaine, qu'il était derrière la grande escroquerie de chèques de 1852, qu'il était fils illégitime de Napoléon 1^{er} ; qu'il prenait de la cocaïne et du landanum ; qu'il avait été auparavant marié à une comtesse germanique qui aurait assassiné en 1848 à Hambourg. Il n'y a pas la moindre preuve que l'une de ces histoires soit exacte, mais il est certain que la presse attisa l'intérêt du public jusqu'à la frénésie.

Victoria, elle-même, n'a point échappé à la fascination de ce personnage tellement andalou, ce bandit infâme qu'elle voulait apercevoir sans tarder. Elle exprima aussi le désir d'assister à sa pendaison. Elle ne savait apparemment pas qu'en 1857 les grands vols n'étaient plus un crime capital en Angleterre.

Durant des semaines, les foules se rassemblaient autour de Coldbath Fields, guettant la chance invraisemblable d'apercevoir le maître escroc. Et la maison de Pierce à Mayfair fut comblée à trois reprises par des chasseurs de souvenirs. Une femme bien née — dont on n'a pas de plus ample description — fut appréhendée tentant d'entrer dans la maison à trois reprises par des chasseurs de souvenirs. Une femme bien née — dont on n'a pas de plus ample description — fut appréhendée tentant d'entrer dans la maison à trois reprises par des chasseurs de souvenirs.

Le Times se plaignit de ce que cette fascination pour un criminel était « incongrue et indigne d'une certaine décadence », et ce journal alla jusqu'à suggérer que le comportement du public reflétait « quelque dégradation fatale de l'esprit anglais ».

Ainsi, ce fut une des étranges coïncidences de l'histoire : au moment où Pierce commençait son témoignage, l'attention du public de la presse était tournée ailleurs. En effet, d'une manière tout à fait inattendue, l'Angleterre avait à faire face à une nouvelle épreuve de dimension nationale : une révolte abominable et sanglante en Inde.

L'empire britannique grandissant — certains l'appelaient empire britannique — avait subi dans les dernières décennies deux revers importants. Le premier à Kaboul en Afghanistan, en 1842, lorsque seize mille cinq cents soldats, hommes, femmes et enfants britanniques moururent en six jours. Le second fut la guerre de Crimée, alors terminée, qui impliquait une réforme de l'armée. Ce sentiment était si profond que lord Cardigan, tout d'abord héros national, était maintenant discrédité ; on l'accusait même (à tort) de n'avoir pas été présent lors de la charge de la brigade légère, son mariage avec Adeline Rosey de Morsey, cavalière noble, avait encore davantage terni son standing.

La mutinerie indienne se présentait comme un troisième affront à la suprématie mondiale anglaise, et c'était un autre coup porté à l'autosatisfaction des Anglais. Il était évident que les Anglais avaient confiance dans l'Inde puisqu'ils n'avaient dans ce pays que trente-quatre mille militaires européens commandant deux cent cinquante mille soldats

indigènes, appelés Cipayes, qui ne montraient pas une très grande loyauté à l'égard de leurs dirigeants anglais.

Depuis les années 1840, les Anglais avaient pris de plus en plus d'intérêt en Inde. Leur nouveau fervent évangélisme de rigueur avait conduit, hors de la Grande-Bretagne, à une réforme religieuse intolérable. Les pratiques du thugisme et du suicide avaient été supprimées, et les Indiens n'étaient guère satisfaits de voir les étrangers changer leurs anciennes coutumes religieuses.

Quand, en 1857, les Anglais introduisirent en Inde le nouveau fusil Enfield, les cartouches arrivèrent dans la journée, le lendemain de la prise de la ville de Lucknow. Il était évident que les Indiens n'étaient pas satisfaits de voir les étrangers changer leurs anciennes coutumes religieuses.

En janvier 1857, il fut ordonné que les cartouches grasses à la fabrication ne soient livrées qu'aux troupes européennes ; les Cipayes pourraient gratter les leurs avec de l'huile végétale. Cependant, cet édit raisonnable arriva trop tard pour effacer la mauvaise impression. Sur mars, au cours d'incidents sporadiques, des officiers anglais furent tués pour la première fois par des Cipayes. En mai il y eut une révolte ouverte.

Le plus célèbre épisode de la mutinerie indienne eut lieu à Cawnpore, ville de cent cinquante mille habitants, située sur les rives du Gange. D'un point de vue moderne, le siège de Cawnpore semble être une cristallisation de tout ce qui était noble et incensé dans l'Angleterre victorienne. Un millier de citoyens britanniques, dont trois cents femmes et enfants, se trouvèrent sous le feu des fusils pendant dix-huit jours. Les conditions de vie « violentes » tous les préceptes de morale et de décence et héraut de la modestie de la nature féminine. Cependant, aux premiers jours du siège, la vie continuait à se dérouler normalement. Les soldats avaient du champagne et se nourrissaient de harengs en boîte. Les enfants jouaient autour des fusils ; plusieurs bébés naquirent, et il y eut un mariage en dépit des réelles constantes des fusils et de l'artillerie, de jour comme de nuit.

Plus tard, il fallut rationner. Chacun n'avait plus droit qu'à un repas par jour ; bientôt on manqua de la viande de cheval. « Bien que quelques dames n'aient pu s'habituer à l'absence de chair inaccoutumée », les femmes sacrifièrent leurs sous-vêtements pour bouffer les fusils. « Les femmes hindoues de Cawnpore sacrifièrent peut-être les parties les plus précieuses de leurs vêtements féminins pour améliorer l'artillerie. »

La situation devint de plus en plus désespérée. Il n'y avait d'eau que dans un puits en dehors du campement. Les soldats qui essayaient d'aller chercher de l'eau étaient tués en cours de route. Dans la journée, le lendemain, l'artillerie atteignit 135 degrés Fahrenheit. Les hommes moururent d'insolation. On utilisait en guise de tombeau un puits desséché qui ne trouva à l'intérieur du camp.

Le 12 juin, un des bâtiments prit feu et brûla entièrement. L'ont l'approvisionnement médical fut détruit. Cependant, les Anglais tenaient encore bon et repoussèrent toutes les attaques.

Le 25 juin, les Cipayes proclamèrent une trêve et offrirent aux Anglais le libre passage par bateau jusqu'à Allahabad. La ville sinistère en aval à une centaine de miles. Les Anglais acceptèrent.

L'évacuation commença à l'aube du 27 juin. Les Anglais montrèrent dans quarante embarcations sous les regards vigilants de Cipayes armés. Dès que le dernier Anglais se trouva à bord, les marins indigènes sautèrent dans l'eau. Les Cipayes ouvrirent le feu sur les vaisseaux encore amarrés au rivage. Bientôt, la plupart des bateaux furent en flammes et le feu joncha de morts et de corps submergés. Les cavaliers indiens patrouillèrent dans les bas-fonds pour tuer les survivants à coups de sabre. Ils tuèrent tous les hommes.

Les femmes et les enfants furent conduits dans une hutte de terre, sur le rivage, et retenus là quelques jours dans une chaleur suffoquante. Puis, le 15 juillet, plusieurs individus, dont nombre de bouchers professionnels, entrèrent dans la maison, armés de sabres et de couteaux, et tuèrent tous ceux qui s'y trouvaient. Les corps démembrés, y compris ceux qui n'étaient pas complètement morts, furent entassés dans un puits proche, et on dit qu'ils l'ont rempli.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, et le Monde.)

Un train d'or pour la Crimée

Par MICHAEL CRICHTON

هكذا من الأمل

ARTS ET SPECTACLES

Estivales

Les amateurs du cinéma 9,5 à Albi

Etre un « neufcinquiste », c'est pour le cinéaste amateur être fermement convaincu de la supériorité du format 9,5 millimètres sur le 8 (millimètres) et le super-8, qui ont « envahi le marché ». C'est aussi appartenir à un club-club 9,5, et bien connaître le réseau limité des tournisseurs attirés, au risque d'avoir des difficultés d'approvisionnement.

Ce format, datant du début du cinéma, est d'invention française. La plupart des « neufcinquistes » sont donc français, mais il y en a à l'étranger, en Europe surtout.

Le sixième Festival international du film amateur 9,5 a eu lieu comme chaque année à Albi, au début du mois d'août. Organisé comme un concours destiné à sélectionner les meilleures réalisations en 9,5, cette manifestation se présente aussi comme un congrès, où se débattent l'avenir du format, où sont présentées les nouveautés dans le domaine matériel des techniques du 9,5 mm. Ainsi s'est-on vu vanter les mérites d'un nouveau projecteur, annoncer la commercialisation d'une caméra légère et d'une nouvelle émulsion spécialement adaptée.

Les « neufcinquistes » ont discuté en techniciens. Ils étaient là portant sur l'épaule « leur » Pathé Webu, héritière de la Pathé Baby. Ils ont assisté aux projections. En plus, les vingt-quatre films mis en compétition étaient présentés hors concours des œuvres de référence : films d'amateurs déjà primés ici et là, et surtout, un choix abondant de documents historiques fournis par les Archives du film. Car, au temps du cinéma muet, on travaillait en 9,5.

Plaisante rétrospective : Abel Gance, O'Gall, Lortac, René Clair et Edouard Molinaro... Ces classiques ont été spécialement rediffusés en 9,5 par le Centre national de la cinématographie qui, pour la première fois, patronnait le Festival, aux côtés de l'Union internationale du cinéma amateur et de la Fédération des clubs français de cinéma. Pour la première fois aussi, un réalisateur professionnel, Serge Korber, présentait le jury. C'est Arnaud 25-35, de Patrick Pess, qui a remporté le Grand Prix.

Ce film relativement long, visiblement fabriqué par un bon élève d'une

Festival

DANS L'AUDE

Socialistes et radicaux de gauche s'opposent à un week-end de pop music

De notre correspondant

Toulouse. — L'annonce pour les 27, 28 et 29 août d'un Festival international de pop music, qui doit rassembler près de cinquante mille personnes dans une propriété privée du département de l'Aude, a causé une vive émotion. C'est ainsi que la fédération départementale du parti socialiste et celle des radicaux de gauche se sont déjà vivement élevés contre cette manifestation organisée par une société parisienne dans les Hauts-de-Corbières, dans un cirque naturel, à Bouisse, près de Montloup.

Les responsables du parti socialiste et des radicaux de gauche ont tout d'abord fait remarquer, au cours d'une conférence de presse, que l'organisation d'une telle manifestation « risque d'entraîner des incidents dans les Hauts-de-Corbières qui ont déjà eu plus que leur compte ».

M. Jean-Baptiste Castella, au nom du parti socialiste, a ajouté : « Pour le Festival, oui : pour la musique pop, oui ; mais pas dans les conditions prévues. C'est-à-dire dans une propriété privée avec des appareils-pompes pour la sécurité, payés par le département, avec des C.R.S. pour le service d'ordre, payés par la collectivité alors que les bénéfices très importants de ce spectacle sont les places sont chères, sont uniquement à une organisation parisienne et que les retombées économiques pour la région seront nulles, car, en particulier, la restauration a été confiée à une chaîne très connue » (il s'agit de la chaîne Borel).

Pour les radicaux de gauche, ce

L'été d'Ohrid

(Suite de la première page.)

Construite au dixième siècle, siège de l'un des plus anciens archévêchés byzantins puis slaves, l'église de Sainte-Sophie d'Ohrid a partagé longtemps le destin de sa sœur de Constantinople. A la fin du quinzième siècle, les conquérants turcs en ont fait une mosquée. Son aspect extérieur fut modifié, une précieuse iconostase détruite et ses fresques recouvertes de plâtre. Ce n'est qu'après la première et surtout après la seconde guerre mondiale, que l'on entreprit des travaux pour lui redonner sa splendeur d'antan. Le plâtre fut enlevé et les fresques les plus endommagées (certaines ont été perdues à jamais), restaurées. Eblouie par leur beauté et le mysticisme de ce monde ancien qui l'entourait, une célèbre cantatrice en visite, débordant de sentiments et d'admiration, annonça spontanément un *spiritual*. C'est seulement alors que l'on se rendit compte des qualités acoustiques exceptionnelles du temple : aucun service religieux n'y avait été célébré depuis des siècles. On en fit donc, il y a une quinzaine d'années, une salle de concert, et c'est ainsi que peu à peu naquit l'été d'Ohrid.

d'une trentaine de merveilleux monastères et églises ont survécu au temps, aux guerres, et aux invasions qui ont déferlé au long des siècles sur la région. Leur architecture, fresques, collections d'icônes, témoignent de l'épanouissement de la culture et de la civilisation médiévale en Macédoine à une époque considérée pourtant en Occident comme celle des ténébreux.

A 200 mètres les soldats albanais

A une trentaine de kilomètres à l'est d'Ohrid, Naoume avait érigé un monastère qui porte son nom. Situé sur une falaise au pied de laquelle s'étend une plage de gravier fin, entourée de peupliers, de chênes et de noyers géants, ce promontoire offre un des plus beaux panoramas du lac. A cet endroit, envahi par les touristes, parmi lesquels de nombreux français, qui bravaient sans discontinuer leurs appareils photographiques et caméras en toutes directions, le saint homme méditait pendant des heures en contemplant l'eau bleue du lac et les montagnes arides et rocheuses qui l'entouraient.

A 200 mètres à peine du monastère et de la frontière albanaise, on voit des soldats, l'arme à l'épaule, montant la garde sur une sorte de fortil en pierre en ruine. Aux alentours, on n'aperçoit cependant aucun mouvement ou signe de vie. La plage, tout aussi belle du côté albanais, est déserte. Des bouées à la surface de l'eau et un « no man's land » d'une centaine de mètres de large d'autres abattus grimpant d'une colline à l'autre au-dessus du monastère, indiquent exactement la ligne de démarcation entre les deux pays. Il est dangereux de la franchir. On tire. Il n'y a absolument aucun trafic, ni de voyageurs ni de marchandises. L'Albanie préserve toujours son isolement.

PAUL YANKOVITCH.

Une histoire tragique

Située sur la rive nord du lac du même nom, à l'extrême sud de la Yougoslavie, et à la frontière de l'Albanie, la ville d'Ohrid fut la capitale de l'empereur macédonien Simeon, qui devait mourir de chagrin, en 1014, à la suite de la défaite de ses quinze mille soldats par l'empereur de Byzance, celui-ci leur ayant fait crever les yeux à tous, à l'exception d'un homme sur cent à qui on laissa la vue pour qu'il puisse guider les autres.

Ohrid fut également le patrie des saints Clément et Naoume, disciples de Cyrille et Méthode, créateurs du premier alphabet cyrillique. Plus

Expositions

L'ANNÉE ROMAINE A SAINT-SAVIN

De notre correspondant

Poitiers. — La Caisse nationale des monuments historiques, dans le cadre de l'année romaine Poitiers, Charente, Vendée, organise à Poitiers une exposition consacrée à la restauration des peintures murales de l'abbaye de Saint-Savin-sur-Gartempe (Vienne). Plus de cent photographies en couleurs, des documents historiques, des fragments de peintures murales ont été rassemblés pour cette exposition, et une reconstitution photographique, à demi-grandeur, de la voûte de l'abbatiale a été réalisée.

Les travaux de restauration de Saint-Savin ont duré six années. Décidés parce que les peintures se détachaient peu à peu de leur support à cause de l'écroulement de la voûte de l'édifice et des remontées de l'humidité du sol, ils ont permis la restauration de plus de 400 mètres carrés de fresques. Un premier échafaudage a été posé en 1968 pour un

examen d'ensemble de la voûte de l'édifice : 60 mètres carrés de peintures ont alors été déposés, qui ne retrouveront leur place qu'après l'achèvement d'un système de chauffage. Des échafaudages ont été installés de la tribune à la voûte, et les peintures ont été restaurées, puis à partir de 1972 un échafaudage couvrait tout au long de la nef. Les dégradations de la maçonnerie ont été comblées par des résines acryliques.

La méthode employée pour la restitution des peintures fut des plus discrètes. Les restaurateurs ont restitué les bandes longitudinales et les lacunes du décor azuré, afin de conserver l'ensemble de la composition. Mais les interventions picturales se sont limitées aux styles lacunaires, et seules leurs valeurs n'ont-ils qui qu'à petits traits rompus.

Ainsi tout le monde y trouve son compte, le spécialiste ne peut pas être trompé et, du sol, le visiteur garde des fresques une vision d'ensemble et d'unité.

Exposition ouverte jusqu'au 17 septembre, chapelle du lycée Henri-IV.

PRESSE

M. Désiré Goddyn a abandonné ses fonctions d'administrateur général de « France-Soir »

M. Désiré Goddyn, président du Syndicat de la presse parisienne depuis septembre 1975, et qui était devenu administrateur général de France-Soir après sa prise de contrôle par M. Paul Winkler, a remis récemment sa démission au nouveau directeur général-rédacteur en chef du quotidien du soir. L'administrateur général estime que l'absence de délégation de pouvoir en sa faveur ne lui permet pas d'exercer convenablement les prérogatives qui sont les siennes ; pour sa part, M. Winkler aurait éprouvé quelques craintes, en raison du fait que M. Goddyn a conservé ses fonctions au sein du conseil d'administration de France-Soir et Publications, qui édite *Elle*, le *Journal du dimanche*, *France-Dimanche* et le *Jardin des modes*. Rappelons que c'est M. Winkler, titulaire de l'hebdomadaire *Rachette*, qui a cédé France-Soir à M. Paul Winkler.

Mais l'annonce du rachat éventuel par M. Robert Hersant de la moitié de la participation de M. Paul Winkler dans le capital de France-Soir (le *Monde* du 12 août), qui permettrait au propriétaire du *Figaro* de contrôler la gestion de France-Soir, éclaire d'un jour nouveau la décision de M. Goddyn.

Interrogé mercredi 11 août par Europe 1, M. Winkler a confirmé qu'il avait effectivement des « entretiens techniques » avec M. Hersant, pour permettre à France-Soir d'utiliser le réseau de transmission des pages par facsimilé installé en province par M. Hersant (Caen, Toulouse, Marseille-Vitrolles, Nantes, Nancy et Lyon).

M. Winkler n'a pas confirmé formellement la prise de participation de M. Hersant à France-Soir : « Je suis seul, je reste seul, mais j'ai toujours envisagé d'élargir mon groupe sur le plan financier », il a ajouté : « Je suis sûr que je ne serai pas toujours seul, car

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA

AUDITION LE 11 SEPTEMBRE 1976

LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

RECRUTE DANSEURS

AGE MINIMUM : 18 ANS AU 11-9-76
AGE MAXIMUM : 25 ANS AU 11-9-76

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS, LE 4 SEPTEMBRE 1976

Pour faire acte de candidature, écrire :
THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
REGIE DE LA DANSE : 8, RUE SCRIBE, 75009 PARIS

26 août

réouverture après TRAVAUX

DU CENTRE D'EXPOSITION

CAPÉLOU

37, av. de la République, PARIS (11^e)

U.E.C. MARBEUF - VENDOME - STUDIO RASPAIL - OMNIA - NORD CINEMA
JEAN RENOU - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT
ORLÉANS - PARAMOUNT GODELINS - U.E.C. ODEON - ARTEL Rassy - CYRANO
Versailles - CLUB Les Mureaux - MARLY Enghien - STUDIO Rueil

un film de FRANÇOIS REICHENBACH

SEX O'CLOCK

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Générat : Jacques Favart, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde »
4, av. des Nations
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES VI • FRANÇAIS I VF • GAUMONT CONVENTION VF • GAUMONT RIVE GAUCHE VF • HAUTEFEUILLE VO
THIAIS Belle-Epine • VELIZY Studio • RUEIL Ariol • VERSAILLES Cyrano

...le film le plus fantastique jamais osé.

un film de Stanley Kubrick

2001 l'odyssée de l'espace

avec KEIR DULLEA GARY LOCKWOOD scénario de STANLEY KUBRICK et ARTHUR C. CLARKE production et réalisation de STANLEY KUBRICK - SUPERPANAVISION-METRICOLOR

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AUTOMOBILE

Pour éviter une procédure anti-dumping

Les constructeurs européens vont augmenter leurs prix aux États-Unis

Les principaux constructeurs européens d'automobiles vont augmenter les prix de leurs modèles vendus aux États-Unis. Ils cèdent ainsi aux menaces des autorités américaines de les poursuivre au titre de la législation antidumping.

Il y a tout juste un an, le 8 août 1975, le département du Trésor ouvrait une enquête à la demande d'un parlementaire de Pennsylvanie et du Syndicat des travailleurs de l'automobile. Elle devait déterminer si vingt-neuf constructeurs étrangers (parmi lesquels Volkswagen, Fiat, Peugeot, Renault et Volvo) pratiquaient sur le marché américain des prix inférieurs à leurs tarifs nationaux, portant ainsi atteinte aux intérêts de l'industrie automobile américaine. A l'époque, la Commission européenne avait vivement réagi, jugeant l'ouverture d'une telle procédure « incompatible avec le code anti-dumping du GATT ».

Au mois de mai 1976, le Trésor américain annonçait que ses investigations ont prouvé que vingt-neuf constructeurs avaient pratiqué des marges anormales. Des tractations s'engagèrent alors entre les autorités américaines et les constructeurs concernés pour trouver une solution et éviter ainsi que le dossier ne soit transmis à l'International Trade Commission. Cet organisme aurait pu, à l'issue d'une nouvelle enquête, frapper les « contrevenants » de droits antidumping. En prenant l'engagement de réajuster leurs tarifs sur le marché américain — certains l'ont déjà fait — les constructeurs européens répondent en fait aux vœux de M. William Simon, secrétaire au Trésor. Dans ces conditions celui-ci devrait annoncer dans les prochains jours la fin officielle de l'enquête. Toutefois, la trésoirie américaine continuera de surveiller pendant deux ans les prix des voitures importées afin de vérifier que les constructeurs étrangers respectent leurs engagements.

CONJONCTURE

L'épargne-logement connaît un vif succès Les dépôts ont progressé de 33 % en 1975

Durant l'année 1975, les Français ont versé sur leurs comptes et plans d'épargne-logement 14 milliards 154 millions de francs, ce qui porte le montant cumulé des dépôts de ce type à 57 milliards 104 millions de francs et révèle une progression annuelle de 33 %.

La collecte, en 1974, n'avait été que de 6 milliards 511 millions de francs. Les caisses d'épargne ont reçu 25 % de l'ensemble des fonds collectés en 1975, et les banques et les organismes ont créé les trois quarts restants. Le nombre des comptes d'épargne-logement a atteint 228 316 (+22 % par rapport à fin 1974), et celui des plans 2 925 197 (+42 %).

Depuis l'origine de la formule, 497 432 prêts ont été accordés, pour un montant de 16 milliards 163 millions de francs. En 1976, le nombre des prêts a atteint 150 078, pour un montant de 5 milliards 833 millions de francs, soit une progression de 53 %, explicable, puisque c'est la seconde année où ces épargnes ouvrent droit à des prêts : 41 % de l'épargne collectée de cette manière en 1975 a donc été redistribuée.

La moitié du montant de ces prêts (2 935 millions de francs) a été utilisée pour l'acquisition de logements neufs, 38 % (3 081 millions de francs) pour l'achat de logements anciens, et le reste (807 millions de francs) pour des travaux de réparation ou d'amélioration.

Selon un rapport du Centre de recherches économiques sur l'épargne (I) de M. Ch. Detournet, on observe une certaine démocratisation des ménages qui souscrivent des plans d'épargne-logement.

La proportion des travailleurs indépendants (industriels et gros commerçants, mais aussi artisans et petits commerçants), qui était de 11 % en 1971, n'est plus que de 7 % en 1975, celle des cadres supérieurs est tombée de 32 % à 17 %, tandis que les cadres moyens sont plus nombreux (24 % au lieu de 19 %), ainsi que les employés (14 % au lieu de 9 %), et les ouvriers (15 % au lieu de 9 %). Toutefois, les catégories les plus aisées de la population continuent encore 28 % du nombre des titulaires de plans d'épargne-logement (contre 48 % en 1971).

La baisse du taux d'intérêt de 8 à 7 % intervenue en avril 1972 explique en partie cette évolution. On constate également une évolution des motivations qui conduisent à l'ouverture d'un plan. Alors que les premiers souscripteurs semblaient plus sensibles à l'aspect de placement de cette opération (31 % pour les plans à 8 % et 17 % pour les plans à 7 %), les nouveaux souscripteurs s'engagent plus souvent avec l'objectif de réaliser un projet immobilier précis (35 % en 1975 contre 26 % en 1971). Cette raison est véritablement prioritaire pour les cadres moyens, les ouvriers et les employés.

Simultanément, on estime que le montant moyen des dépôts disponibles au moment où le prêt peut être accordé a diminué, passant de 22 000 F pour les plans à 8 % à 19 000 F pour les plans à 7 %.

(1) Une analyse de ce rapport est publiée dans le n° 12 (septembre) du bulletin de la C.R.E.S. (Groupe de recherches et d'études sur la construction et l'habitat), avenue du Parc-de-Passy, 70715 Paris Cedex 16, 25 F.

ÉNERGIE

L'OPEP RESTE À VIENNE MAIS CHANGE D'IMMEUBLE

(De notre correspondant.)

Vienne. — Il est maintenant certain que le siège de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) restera fixé à Vienne. M. Feydy, secrétaire général de l'organisation, a signé, mercredi 11 août, un contrat de location d'une durée limitée de quatre étages, situé sur la rive nord du canal du Danube, dans la partie basse de la ville de Vienne.

Depuis l'incident commis en décembre 1975 contre l'OPEP, et au cours duquel onze des ministres du pétrole avaient été enlevés par le commando dirigé par « Carlos », il avait été sérieusement question de transférer le siège de l'OPEP vers une autre capitale. On avait notamment parlé de Genève. Il n'était pas possible, en tout cas, que l'organisation demeure dans cet immeuble du centre de Vienne, où elle occupait deux étages seulement avec, pour voisinage, l'ambassade du Canada et quelques locataires privés, ce qui rendait sa protection très difficile.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

Près de Lyon

LA POLICE FAIT ÉVACUER DEUX USINES OCCUPÉES DEPUIS QUATRE MOIS

Les forces de police ont fait évacuer, mercredi 11 août, les deux usines du groupe Amtec-France (machines-outils) de Villeurbanne et de Chassieu (Rhône). Cette intervention de la police fait suite à un jugement de référé du 16 juin ordonnant l'évacuation des lieux par les ouvriers qui les occupent depuis le 9 avril. Une entreprise spécialisée a immédiatement commencé à démanteler une partie des machines-outils en cours de fabrication à l'usine Chassieu.

L'union départementale C.G.T. a dénoncé le gouvernement et le patronat qui ont « préfacé ce mauvais coup pendant la période des vacances » et décidé d'organiser un meeting de protestation à Villeurbanne, vendredi.

Repris en 1970 par le groupe américain Libton, les deux usines Amtec, qui employaient à l'époque six cents salariés et qui étaient spécialisées dans la fabrication de tours multibroches, connaissent des difficultés en 1974-1975. Pour protester contre les réductions d'horaires (24 heures par semaine fin 1975) et les menaces de licenciements, les salariés multiplient les débrayages et les interventions auprès du ministère de l'Industrie. Toutes les solutions industrielles envisagées ayant échoué, Amtec-France était mis en règlement judiciaire et les trois cents salariés encore employés dans les deux usines étaient licenciés début avril 1976.

En juin, l'administrateur provisoire et les deux syndicats nommés par le tribunal de commerce de Paris avaient localisé en référé l'évacuation des lieux afin de permettre la vente de machines et de matériels d'une valeur de 6 millions de francs permettant de rembourser les créanciers privilégiés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PAPETERIES DE GASCOGNE

Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires hors taxes atteint 185 214 421 F, en augmentation de 10 % sur celui de la même période de l'exercice 1975 qui était de 168 274 112 F.

La production de papier, comparée à celle du premier semestre 1975, est en augmentation de 3,18 % ; celle des sacs, en augmentation de 12,43 % en tonnes et de 13,51 % en nombre.

Les ventes du premier semestre ont été :

- Papier : 45 968 tonnes ;
- Sacs : 15 777 tonnes ou 56 810 000 sacs.

Les stocks, en diminution, ont été ramenés à des volumes normaux. L'amélioration progressive des résultats se confirme.

BIS S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1976 de BIS a été de 322 124 513 F contre 220 120 533 F pour le premier semestre 1975, soit une progression de 46,3 %. Par rapport à 1974 — année d'activité normale, la progression est de 28,8 %.

Pour l'ensemble de l'exercice, compte tenu des chiffres du premier semestre, BIS a révisé en hausse les prévisions du chiffre d'affaires. Sans événements particuliers, l'augmentation par rapport à 1975 devrait être de l'ordre de 35 %.

Pour louer une voiture au Portugal, réservez chez **europcar** 645.21.25

BOURSE DU BRILLANT

communique

MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spéculum BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

12 août - 41.992 F T.T.C. commission 4,30 % +

M. GÉRARD JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8^e)

Tél. 252-83-66

PÉCHINEY UGINE KUHLMANN

Société anonyme au capital de 2 816 130 980 F

Siège social : 10, rue du Général-Foy - PARIS-8^e

Siège administratif : 22, rue Balzac - PARIS-8^e

R.C. Paris B 52085165

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués au siège administratif, rue Balzac, à Paris-8^e, en assemblée générale extraordinaire, pour le lundi 30 août 1976, à 15 heures, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapport du conseil d'administration.
 - Rapport spécial des commissaires aux comptes.
 - Autorisation à donner au conseil d'administration d'autoriser des obligations convertibles à tout moment en actions ; pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour procéder à cette émission et en fixer les dates et modalités.
 - Ratification des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux obligations.
- Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter. Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits sur les registres de la société cinq jours francs avant l'assemblée, et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, faire signer l'immatriculation de leurs titres par l'un des établissements suivants :
- Credit Lyonnais.
 - Credit Commercial de France.
 - Banque Nationale de Paris.
 - Société Générale.
 - Banque de Paris et des Pays-Bas.
 - MM. Lazard Frères et Cie.
 - Credit Industriel et Commercial.
 - Credit Chimique.
 - Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient.
 - Credit du Nord.
 - Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel.
 - Banque de l'Union Européenne.
 - Banque Worms.
 - Banque Rothschild.
 - Société Marseillaise de Crédit.
 - Banque de Neufchâteau, Schumacher, Mallet.
 - Banque de Savoie.
 - Société Nancéienne et Varin Bernier.
 - Union Centrale des Banques Populaires.
 - Credit Suisse.
 - Société de Banque Suisse.
 - Union de Banques Suisses.
 - Piccon, Felding et Piccon.
 - Banque Bruxelles Lambert.
 - Deutsche Bank.

qui délivreront des cartes d'admission à ladite assemblée.

L'avis préalable prescrit par l'article 130 du décret n° 67-229 du 23 mars 1967 a été publié au Bulletin d'annonces légales obligatoires du 29 juillet 1976.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur surenchère du dixième, au palais de justice de NANTERRE, le mercredi 1^{er} septembre 1976, à 14 heures, EN UN SEUL LOT :

IMMEUBLE à usage d'habitation et de commerce

Contenance totale : 528 m2 environ.

à RUEIL-MALMAISON (92)

2, rue des Maronniers et rue des Peupliers sans numéro.

MISE À PRIX : 297.000 FRANCS

S'adresser M^{re} René-Jacques PELAGATTE, avocat à Paris (13^e), 43, avenue de Saint-Mandé (Tél. 307-47-20) ; M^{re} NOËL, avocat à Paris (7^e), 24, boulevard Raspail ; tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

All of these Securities have been sold. This announcement appears as a matter of record only.

2,250,000 Shares

International Paper Company

Common Stock

(\$2.50 par value)

THE FIRST BOSTON CORPORATION

GOLDMAN, SACHS & CO.

MERRILL LYNCH, PIERCE, FENNER & SMITH

BACHE HALSEY STUART INC.

DILLON, READ & CO. INC.

HORNBLOWER & WEEKS-HEMPHILL, NOYES

KUHN, LOEB & CO.

LAZARD FRÈRES & CO.

LOEB, RHOADES & CO.

REYNOLDS SECURITIES INC.

WHITE, WELD & CO.

MORGAN STANLEY & CO.

KIDDER, PEABODY & CO.

SALOMON BROTHERS

DREXEL BURNHAM & CO.

E. F. HUTTON & COMPANY INC.

LEHMAN BROTHERS

WERTHEIM & CO., INC.

WARBURG PARIBAS BECKER INC.

BASLE SECURITIES CORPORATION

EUROPARTNERS SECURITIES CORPORATION

ROBERT FLEMING KLEINWORT, BENSON

MORGAN GRENFELL & CO.

NEW COURT SECURITIES CORPORATION

SOGEN-SWISS INTERNATIONAL CORPORATION

UBS-DB CORPORATION

COUNTY BANK VEREINS-UND WESTBANK

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CAZENOVE INCORPORATED

NOMURA SECURITIES INTERNATIONAL, INC.

PICTET INTERNATIONAL

DAIWA SECURITIES AMERICA INC.

THE NIKKO SECURITIES CO.

YAMAICHI INTERNATIONAL (AMERICA), INC.

ULTRAFIN INTERNATIONAL CORPORATION

NEW JAPAN SECURITIES INTERNATIONAL INC.

August 11, 1976.

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH

Adduction d'eau de la ville de Damas

AVIS DE PRÉSÉLECTION DES ENTREPRISES

L'Établissement Public des Eaux de Figeh a l'intention de faire exécuter la deuxième tranche des travaux de la nouvelle adduction pour l'alimentation en eau potable de la ville de Damas par un appel d'offres international restreint à des entreprises présélectionnées.

Ces travaux seront réalisés avec une participation au financement du Arab Fund for Economic and Social Development. Les travaux consistent essentiellement en la construction de deux (ou quatre) réservoirs d'eau de 10 000 m3 de capacité unitaire, de leur chambre de vannage (25 vannes), d'un ouvrage d'évacuation des trop-pleins et d'une station de pompage d'un débit total de 1 200 m3/h. (10 groupes motopompes).

La participation à la présélection est ouverte à toutes les entreprises ou groupements jouissant d'une expérience dans des travaux similaires. Les candidatures devront être soumises avant le 1^{er} novembre 1976.

Les entreprises intéressées pourront demander le dossier d'appel d'offres sur références pour la présélection avant le 15 septembre 1976 à :

Établissement Public des Eaux de Figeh
Rue EL-NASSER
DAMAS (SYRIE)
Tél. 13 21 01 01
Établissement Public des Eaux de Figeh
Président-Directeur Général
ENG. RIDA MOURADA.

هناك ما لا يقل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
11 AOUT

Recul
Finalement, le nouvel affaiblissement des francs (voir tableau ci-dessus) a entraîné une baisse de la résistance de la Bourse de Paris, où, ce mercredi, dans un marché toujours découvert, les valeurs françaises ont subi une nouvelle orientation à la baisse.

Plus d'une cinquantaine de valeurs ont ainsi été dénotées, contre à peine vingt hausses.

Les secteurs du matériel électrique, de la construction métallique, des banques et de la métallurgie, ont tous subi des décalages, et les rares opérateurs encore présents sous les colonnes du Palais National ont été nettement orientés à la baisse.

À l'inverse, Radar, R.E.V., Bouygues et Bouygues-Industrie ont progressé de plus de 2 %.

Après plusieurs séances d'immobilité, le marché a finalement reculé, sans que des opérateurs particuliers, en regard du manque d'opérateurs persistant enregistré depuis quelques semaines, il y ait tout lieu de penser que les cours des prochaines séances le marché continuera de vaciller au gré des variations de franc.

Aux valeurs étrangères, la hausse a été générale. Des américaines ont été particulièrement en avant, en passant par les néerlandaises, la grande majorité des valeurs ont progressé. Les mines d'or ont, de leur côté, encore accentué leur mouvement de reprise.

Sur le marché de l'or, le kg d'or a augmenté de 40 francs à 22 750 F et le napoléon, 170 F à 229,90 F. Le volume des transactions s'est élevé à 6,1 millions de francs contre 6,9 millions.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 à 1000)

10 août 11 août	10 août 11 août
Indice général	1000 1000
Indice des valeurs	1000 1000
Indice des actions	1000 1000
Indice des obligations	1000 1000

LONDRES

Après deux jours de hausse modérée, le marché financier de Londres a subi une nouvelle orientation à la baisse, sous l'effet de la dévaluation du franc.

Les valeurs étrangères ont subi des décalages, et les rares opérateurs encore présents sous les colonnes du Palais National ont été nettement orientés à la baisse.

À l'inverse, Radar, R.E.V., Bouygues et Bouygues-Industrie ont progressé de plus de 2 %.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ	10/8	11/8
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

NEW-YORK

Une fois de plus, le marché a subi une nouvelle orientation à la baisse, sous l'effet de la dévaluation du franc.

Les valeurs étrangères ont subi des décalages, et les rares opérateurs encore présents sous les colonnes du Palais National ont été nettement orientés à la baisse.

À l'inverse, Radar, R.E.V., Bouygues et Bouygues-Industrie ont progressé de plus de 2 %.

VALEURS

SOCIÉTÉ	10/8	11/8
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

BOURSE DE PARIS - 11 AOUT - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	57 1/2	58 1/4
Alstom	58 1/2	59 1/4
Bois	42 1/2	43 1/4
Bouygues	127 1/2	128 1/4
Bouygues-Industrie	57 1/2	58 1/4

